

# EUROPÉ LA DÉBANDADE

## Le Manifeste

Journal communiste

n°16 - septembre 2005

# Les sourds vont valser !

LE MONDE VA CHANGER

Katrina et les pauvres

Pages 12 et 13

NOUS NE SOMMES RIEN

L'art asservi

Page 19

à vif.....

*Il ne me fait, pas rire*

Quand le contre-amiral Horthy de Nagybanya, à la tête de l'armée contre-révolutionnaire renforcée par l'armée roumaine, s'empara de Budapest, cela fit un peu rigoler dans le monde parce que personne ne savait quelle route allait tracer ce marin d'eau douce et puis, quand il cessa de jouer profil bas pour se rapprocher de plus en plus des fascistes italiens et des nazis allemands, les travailleurs hongrois ne trouvèrent plus du tout cela drôle. De même les opposants italiens cessèrent-ils de rire des humiliantes rodomontades de matamore du Duce quand ils se retrouvèrent internés aux Îles Lipari ou contraints à l'exil et les opposants aux nazis ne trouvèrent aucun humour en inaugurant les camps de concentration. Depuis un bon moment, on ne riait plus du petit bidon méprisant de Franco, ni des homélies pieuses et chargées de haine de Salazar...

C'est pourquoi, aujourd'hui où ses excès de langage et sa gesticulation de guignol pourraient porter à rire, parce que j'ai entendu le mépris dans ses propos et, depuis peu, vu la haine dans son regard, je ne ferai pas de billet sur Sarkozy.

Bernard G. Landry

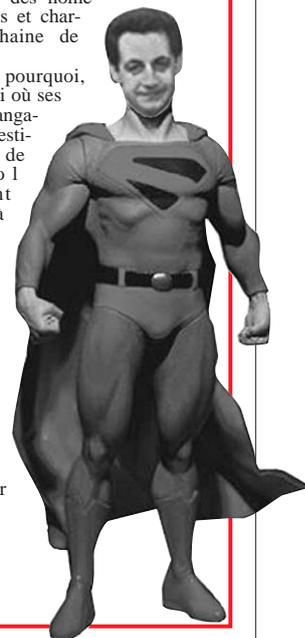


Photo Patrice MOREL

### ÉDITO

Ont-ils entendu le 29 mai ? A droite, c'est clair : non. La politique de Villepin peut ne pas manquer de panache, voire se préoccuper du potentiel industriel de notre pays, il reste que le grand capitaine du bateau France demeure le libéralisme, cette politique ultra capitaliste qui cogne le peuple sans vergogne.

Au parti socialiste, c'est clairement non, également, depuis que Hollande a fait le choix d'exclure de la direction ceux qui se sont prononcés comme la majorité des Français. Mais pour brutale qu'elle soit, cette sanction a le mérite de la cohérence : on ne badine pas avec le social libéralisme. Pas question de changer de ligne, fut-ce le souhait des Français

Pourtant le clivage entre le oui et le non est d'une brûlante actualité. Le 29 mai a exprimé la fracture terrible qui taraude la société française, fracture entre les riches et les pauvres, entre les « élites »

et le peuple, entre les « bobos » des centres ville et les habitants des quartiers populaires.

Pour la première fois depuis 25 ans, un sursaut s'est opéré. Il s'est traduit notamment par le fait que la social démocratie n'a pas été suivie dans sa ligne de soumission aux intérêts du capital. Cette situation ouvre des perspectives inédites pour les communistes et sonne l'heure de la reconquête. Le monde du travail, le monde d'en bas a soif d'être reconnu dans son expression par une représentation en prise directe avec les réalités qu'ils vivent. L'heure est aux luttes partout dans le pays, l'heure est à l'union à la base. Les communistes ont un rôle irremplaçable à jouer pour éclairer la perspective, formuler des propositions anticapitalistes audacieuses.

La révolte mûrit lentement mais sûrement. C'est dans ce creuset brûlant qu'il faut agir. Quand les flots fions démarrent, les élites valseront.

Francis Combes, André Gerin, Freddy Huck

LE MONDE VA CHANGER DE BASE

Que sont devenus les pays de l'Est ?

EN MARGE !

10 secteurs sans Opa  
Le gouvernement français suite à l'affaire Danone et aux rumeurs de rachat de Eranet, a annoncé que 10 secteurs français pourraient être protégés des Opa lancées par des groupes étrangers, une liste qui ne comprend ni l'agroalimentaire, ni la métallurgie mais beaucoup de domaines liés à la défense, déjà protégés. Seraient ainsi protégés les casinos, les activités de sécurité, les biotechnologies, la production d'antidotes, le matériel d'interception des communications, la sécurité des systèmes informatiques, les technologies duales (relatives au civil et au militaire), la cryptologie, les marchés secret-défense et l'armement. Un coup d'épée dans l'eau en quelque sorte !

**Délocalisations justifiées !**

Selon la dernière publication trimestrielle de l'outil d'information sur les restructurations d'entreprises, le nombre de nouveaux emplois créés est presque égal au nombre d'emplois supprimés dans l'Ue, Roumanie et Bulgarie incluses. Ce qui fait dire A Willy Buschak, directeur de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, que « ces données confirment que les restructurations d'entreprises ne sont pas forcément toujours sources de problèmes ». Allez donc savoir pourquoi les créations d'emplois se situent surtout dans les nouveaux États membres de l'Ue, la Pologne en tête, suivie de la Roumanie et de la République tchèque : salaires moins élevés, charges sociales dérisoires, malléabilité de la main d'œuvre, déréglancements des droits du travail... Mais ce M. Buschak, malgré son titre ronflant se fout comme d'une guigne des conditions de travail des travailleurs européens !

**L'État à 33,1 %**

à France Telecom  
La participation de l'État dans France Telecom a été ramenée à 33,1 % contre 34,9 % auparavant à l'issue d'une augmentation de capital de l'opérateur. L'augmentation qui s'élève à 3 milliards d'euros est réservée aux actionnaires de France Telecom, ce qui fait baisser la part de l'État en dessous de la minorité de blocage (33,33 %). Michel Combes, directeur financier a beau assurer que l'État conserve quand même cette minorité de blocage, on n'y croit pas beaucoup. Et quand bien même, l'État étant ce qu'il est, cela ne réserve rien de bon, ni aux salariés de France Telecom ni à ses usagers. Cette augmentation de capital vise en partie au rachat de l'opérateur espagnol Amena, le reste fera l'objet d'un emprunt.

**Les Français sont inquiets**

Près d'un Français sur deux (45 %) se déclare « inquiet » et 22 % « fatalistes » concernant la rentrée politique. 7 sur 10 affirment se sentir « ni plus ni moins confiant ». La majorité des personnes interrogées pensent aussi que la gauche ferait « pareil » si elle était au pouvoir : 57 % en ce qui concerne la réduction des inégalités, 61 % l'emploi et 64 % le pouvoir d'achat. Il est grand temps d'ouvrir de nouvelles perspectives !

Textile

# Grandes manœuvres

Dans les semaines qui ont précédé le référendum de mai dernier, certains ont « découvert » que le textile était en crise et que la Chine faisait de l'ombre à l'Europe. Tour d'horizons d'une réalité plus complexe.



Photo Patricia LATOUR

Le 10 juin dernier, le commissaire européen au Commerce extérieur, le britannique Mandelson, revenait triomphant de Chine. Pour une fois les citoyens de l'Union européenne n'auront pas manqué d'informations sur le psychodrame qui avait précédé. 2 mois durant, les organes bruxellois ont multiplié les rododromes. Les journalistes s'en sont fait l'écho. Les importations de produits textiles se faisaient en effet sans aucun droit de douane depuis le 1<sup>er</sup> janvier. Face à l'arrivée massive de produits chinois, l'Union européenne menaçait. Des rétorsions unilatérales auraient été envisagées. Finalement, on se contente d'un accord provisoire d'adaptation. Jusqu'en 2008, les exportateurs chinois devront limiter leurs ambitions. Après, ce sera à nouveau le grand saut.

**On peut toujours rêver**

À plusieurs égards, l'affaire a joué un rôle d'écran de fumée dans un contexte où le système productif européen se reconstitue effectivement, au frais des travailleurs de l'Ouest comme de l'Est, mais essentiellement à l'échelle continentale. Certains ont intérêt à montrer que les pertes d'emploi françaises, sont la rançon, certes regrettable mais inévitable d'une mondialisation qui nous confronte à des travailleurs exotiques se contentant d'un bol de riz quotidien. Un contexte qui, pour

le patronat, permettrait à bon compte de fabriquer du consensus social. Dans le cadre de la préparation du référendum français, les média ont fait « mousser » la Commission. Elle se soucie de l'emploi, tempérerait son libéralisme..

Beaucoup d'aspects de cette affaire peuvent intéresser les communistes. Si le cas textile n'est guère transposable à d'autres secteurs productifs, il est souvent révélateur. Il montre tout d'abord l'incurie des organes bruxellois qui avaient depuis longtemps négocié la fin des quotas textiles<sup>1</sup>. Aucune mesure industrielle ou sociale n'a évidemment été entreprise pour y faire face. Quant à la puissance chinoise, elle pouvait s'anticiper. Des études officielles montraient que ce pays achetait massivement des métiers à tisser<sup>2</sup>. Un commissaire à l'industrie siège désormais à Bruxelles. Face à des turbulences aussi prévisibles, il pourrait servir à développer des activités nouvelles. On peut toujours rêver !

Si les syndicalistes ont fait des propositions industrielles, les perspectives sont limitées en Europe. Le maintien de l'emploi peut s'y concevoir dans trois secteurs : les produits de luxe où les exigences de la mode nécessitent une grande réactivité et une proximité avec les diffuseurs parisiens, les vêtements spéciaux à porter en milieu hostile où pour des activités professionnelles spécifiques, les tissus s'incorporant dans un processus industriel : par exemple la sellerie automobile.

**Pas un gros employeur**

Le secteur textile a perdu énormément d'emplois depuis plusieurs décennies. Les effets de la suppression des restrictions douanières aggraveront encore la situation des travailleurs du textile. Mais il ne les surprendront pas. Les emplois concernés sont concentrés dans des régions et des villes pauvres : Nord, Vosges, bassin de Roanne, Troyes. Leur disparition relève du drame prévisible dans un système économique basé sur le profit. Les travailleurs concernés sont le plus souvent payés au Smic, leur activité n'est guère qualifiante. Quarante ans de crise ont fait disparaître les grands groupes nationaux. Le secteur est dispersé en entreprises de taille modeste, employant une centaine de travailleurs en moyenne. Avec un peu plus de 110 000 salariés en 2003, le textile français n'est malheureusement plus un gros employeur.

Par ailleurs, la filière est déjà très fortement internationalisée. Le commerce extérieur représente plus du tiers de la production. C'est une internationalisation intégrée où, par exemple, la confection maghrébine ou portugaise utilise du fil et des tissus français. Ses produits sont ensuite vendus en Europe occidentale. Dans ces conditions, les pays méditerranéens seront les premières victimes de l'ouverture des marchés. Celle-ci n'aurait donc pas pour effet de diffuser l'industrie vers les pays

pauvres comme ce fut le cas pour le textile dans les décennies passées. À en croire l'Omc, il s'agit en effet d'une activité nécessitant peu de main-d'œuvre qualifiée et des investissements relativement limités.

**Retour à la case départ**

La nouvelle étape de la mondialisation se contenterait de détourner les flux internationaux de produits. L'Omc fournit un cadre où les multinationales mettent les producteurs et les sites pauvres en concurrence entre eux. Le client impérialiste capte alors l'essentiel de la plus-value. Pendant des décennies le pillage des matières premières a fonctionné selon ce modèle. Les pays producteurs devraient alors très peu récupérer<sup>3</sup> de surproduit. L'implantation d'industries prend la forme d'installations erratiques extraverties. Ceci fournira-t-il l'occasion de maîtriser des technologies et de former une classe ouvrière et des techniciens ?

On peut douter de la capacité future de ces pays à capitaliser les acquis de ces industries nouvelles. Les possibilités d'évolution vers des industries plus élaborées risquent donc de se fermer à eux.

Les libéraux dogmatiques veulent nous faire croire que rien n'aurait changé depuis Ricardo. Dans les années 60, les théoriciens du développement décrivaient le « vol d'oies sauvages ». Il s'agit d'un déplacement progressif de pays vers des activités productives de plus en plus élaborées. Ce modèle a correspondu à des réalités à une époque où la division internationale capitaliste du travail n'était pas vraiment libre-échangiste. Les entreprises se sont développées dans un univers qui n'était ni libéral ni concurrentiel. L'effet du « big-bang » textile chez nos voisins maghrébins mais aussi ailleurs<sup>4</sup> sera intéressant à suivre dans cette optique. Quand des générations de travailleuses souffrent dans des bagnes industriels, on peut au minimum souhaiter que ce ne soit pas pour que leur pays retourne à la case départ.

Olivier Rubens

1 Effective comme chacun sait, depuis le 1er janvier  
2 Voir le très officiel 4 pages Sessi n°154 de septembre 2001 consacré à l'industrie textile  
3 C'est tout du moins vrai pour les petits pays. La Chine utilise d'autres logiques pour son développement.  
4 Par exemple à l'île Maurice où, avec 150 euros par mois, les travailleurs seraient déjà trop payés.

AUSSI

CHRONIQUE

D'UNE REVOLTE

ANNONCÉE

29 mai 2005,  
22 heures : ce n'est pas seulement la déception qui se lit sur le visage des gouvernants. C'est l'angoisse. Le résultat du référendum sonne le tocsin de leurs ambitions. Cette fois, le peuple a fait tonner sa voix. Et ce cri de révolte les a effrayés au point de leur faire perdre leur superbe. Jusqu'à cette heure fatidique, ils ont pu encore croire que leurs sujets continueraient de courber le front. Mais voilà que, d'un coup, la plèbe relève la tête et les défie d'un Non dont nul ne prévoyait la force et la détermination.

Maintenant, ils peuvent bien se claquer dans leurs châteaux, condamner portes et fenêtres : ils se sentent assiégés. Derrière leurs persiennes closes, le bruit de l'insurrection qui monte les fait frémir. Ils savent que tôt ou tard les derniers remparts craqueront. Certes, ils peuvent encore se saouler de mots, prétendre qu'il ne s'agit que d'un malentendu et que, d'ici cent jours, ils auront su prouver leur bonne foi et leur dévouement à la chose publique. Ils comptent sur l'été, sur les vacances et l'insouciance de la plage pour que le souffle retombe. Certains tournent les yeux vers le ciel et espèrent un miracle

demains qui chantent. Ceux-là sont prêts à tout lui sacrifier, à se prosterner aux pieds du nouveau tyran. Déjà, ils imaginent sa silhouette se dessinant au loin. Déjà, ils croient entendre le pas des prétoriens qui le précèdent. N'est-il pas d'ailleurs leur chef ? Celui qui a promis de nettoyer les bauges et les fondrières du pays ? Le César qui balayera sur son chemin les barricades et qui brisera les piques des émeutiers ? Mais nulle épée, nul bouclier, nulle cuirasse ne résiste à la marée qui monte.

Marc Viellard

Ils ont peur

comme le condamné qui croit que la corde du supplice cédera sous son poids. Mais au fond de leurs cœurs, maintenant, ils savent que les dés en sont jetés. Sombtant dans la panique, les plus éperdus scrutent l'horizon à la recherche d'un sauveur, de celui qui saurait mater la canaille en révolte et retrouver le chemin vertueux des len-



Altadis ferme à Lille  
L'usine du cigarettier Altadis (ex-Seita) de Lille a fermé ses portes le 31 août huit mois après avoir cessé la production de cigarettes brunes délocalisées en Espagne. L'annonce de la fermeture avait provoqué un tollé car l'usine lilloise gagnait de l'argent. En 2003, 541 personnes travaillaient sur le site.

Transport aérien  
Après les nombreuses catastrophes aériennes de cet été, la Direction générale de l'aviation civile vient de se décider à publier une « liste noire » des compagnies aériennes. Le moins qu'on puisse dire, c'est que la Dgac fait preuve d'une extrême prudence : la liste comprend six compagnies... dont une compagnie nord-coréenne ! Encore une initiative complètement stérile et inopérante.

Catastrophe aérienne au Venezuela  
Le crash d'un avion colombien transportant des passagers martiniquais au Venezuela met sur le devant de la scène la question de la sécurité dans les transports aériens. Une fois de plus, la loi du capital est impitoyable : pour faire le profit maximal, les dirigeants des compagnies aériennes n'hésitent pas à brader la sécurité.

# Situation des prisonniers d'Action directe

Actuellement quatre militants d'Action directe sont encore détenus pour des faits ayant eu lieu il y a plus de vingt ans. Régis Schleicher, arrêté en mars 1984, condamné pour complicité dans l'affaire de la rue Trudaine, alors que d'autres condamnés dans le même dossier sont en liberté après avoir purgé leur peine, peut, depuis six ans, bénéficier d'une libération conditionnelle. Cinq demandes consécutives ont été systématiquement rejetées. Georges Cipriani, Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron et Jean-Marc Rouillan ont été arrêtés en février 1987 et condamnés à l'emprisonnement à perpétuité par une cour spéciale composée de magistrats, sans jurés populaires ; cela par l'application rétroactive de la loi dite antiterroriste de 1986 qui créait cette juridiction spéciale. Comme Régis Schleicher, ils ont connu des conditions d'incarcération particulièrement difficiles : plusieurs années d'isolement total, courriers censurés et régulièrement bloqués, communications avec l'extérieur entravées, permis de visite délivrés

au compte-gouttes et à la seule famille pendant des années. Il s'agissait de les abstraire de tout contexte social. Et chaque espace conquis le fut par la lutte. En avril 2004, Joëlle Aubron fut prise de malaises. Atteinte d'une tumeur au cerveau, elle fut hospitalisée et opérée sans que sa famille ait pu la rencontrer et menottée en permanence sur son lit d'hôpital. Devant la gravité de sa maladie, elle a pu, en juin 2004, bénéficier d'une libération pour raison médicale (loi Kouchner). Cependant, elle se voit, encore une fois, attribuer un régime particulier puisqu'elle est la première personne bénéficiant de cette loi à qui l'on interdit tout déplacement hors de son département d'hébergement. Son hospitalisation dans un établissement médical éloigné a dû être négociée. Georges Cipriani, Nathalie Ménigon et Jean-Marc Rouillan ont terminé depuis février 2005 la peine de sûreté de 18 ans qui accompagnait leur condamnation à la prison à perpétuité. Ils peuvent donc prétendre à une libération conditionnelle.

Ainsi, la demande déposée en février par Jean-Marc Rouillan sera étudiée par le tribunal d'application des peines le 14 septembre prochain. Les demandes de Georges Cipriani et de Nathalie Ménigon ont d'ores et déjà été rejetées en juin. Nathalie Ménigon a

fait appel de cette décision et passera de nouveau devant le tribunal d'application des peines le 9 septembre. C'est pour elle le dernier espoir, puisqu'elle ne pourra réitérer sa demande avant au moins un an. Victime de deux accidents vasculo-

cérébraux qui ont réduit sa mobilité (elle a perdu en partie l'usage de sa main et de son pied gauches) et qui sont la cause de crispations musculaires très douloureuses, Nathalie Ménigon a par deux fois (en 2003 et 2004) demandé à bénéficier de la loi Kouchner. Sa demande a été rejetée, alors qu'il est évident qu'elle ne dispose pas en prison des soins qui lui sont nécessaires. De fait, en juin, lors de son passage en commission, les magistrats ont mis en doute sa capacité à travailler au vu de sa santé précaire : pas assez malade pour profiter d'une libération pour raisons médicales, trop pour sortir en conditionnelle et répondre aux exigences de travail que cette mesure requiert. Georges Cipriani quant à lui, se remet de plusieurs séjours en hôpital psychiatrique qui eurent lieu au cours de son incarcération. Les trop longues périodes d'isolement l'ont fragilisé psychologiquement. Pourtant, il restera encore en prison.

Georges Labica



Montage Patrice MOREL

**Pétition en faveur de la libération des détenus d'Action Directe**  
Les prisonniers d'Action Directe ont achevé la peine de sûreté de leur condamnation à perpétuité. Pour nous, leur peine est accomplie. Quoi que nous pensions de leurs activités passées, nous demandons leur libération dans les plus brefs délais.  
**Renvoyez vos signatures à :**  
le-manifeste@wanadoo.fr

# Impôt de « solidarité » sur la fortune

L'Isf qui n'a de solidarité que le nom est aujourd'hui ridicule. Pourtant, le gouvernement s'appête à le réformer pour que les riches paient encore moins voire plus rien du tout.

L'Isf, impôt de solidarité sur la fortune, est un prélèvement progressif en six tranches que doivent acquitter annuellement les contribuables dont le patrimoine personnel dépassait 720 000 € en 2004 (4 722 500 F).

Quelques chiffres sont nécessaires pour mettre le sujet en perspective. Pour le dernier exercice fiscal, l'Isf ne concernait que 333 500 foyers fiscaux sur les 34 000 000 ménages que compte notre pays, sachant que 17 500 000 seulement d'entre eux sont assujettis à l'impôt sur le revenu, soit respectivement un peu moins de 1 % et de 2 % d'entre eux. En 2004 toujours, 87,5 % de ces 333 500 foyers im-

posables, 291 750, l'ont été dans le cadre des deux premières tranches du barème, pour un patrimoine estimé entre 720 000 € et 2 300 000 €.

## Une réforme en préparation

Dans le même temps, 1 200 contribuables – 0,000068 % des foyers français – relevaient de l'Isf pour un patrimoine supérieur à 15 000 000 € (98 385 000 F), alors que des études montrent qu'un peu plus de six millions de Français vivent sous le seuil de la pauvreté. Pour bien comprendre la modeste portée de cet impôt pour les possédants, il suffit

de faire un calcul simple. Pour la première tranche – 48 % des ménages redevables – le taux de taxation est de 0,55 %. Ainsi, un contribuable dont le patrimoine s'élève à 1 143 500 € (7 500 000 F), n'aura à acquitter qu'une somme de 6 289 € (41 250 F). Quel effort !

De plus, le patrimoine pris en considération fait l'objet de multiples abattements et exonérations. Ainsi, la résidence principale n'est prise en compte que pour 80 % de sa valeur, les dettes du ménage peuvent être déduites, les plans d'épargne-retraite, les antiquités ayant plus de 100 ans, à titre divers les investissements réalisés dans les Pme et la Bourse, l'outil de travail ne rentrent pas dans le calcul

de l'assiette. Enfin, plafonnement pour les plus riches – 625 en 2004 – le cumul de l'Irpp et de l'Isf ne pouvant excéder 85 % de leur revenu annuel disponible.

## Position politique et idéologique

Et bien, c'est encore trop. Au motif que cet impôt n'a rapporté que 2,646 milliards d'euros l'année dernière, soit un peu moins de 1 % des recettes fiscales de l'État, qu'il serait défavorable au tissu économique et à l'emploi (on ne voit pas en quoi !), qu'il encouragerait le départ des plus taxés à l'étranger et inciterait à l'évasion fiscale (comme si les plus riches

avaient attendu la création de cet impôt pour prendre leurs dispositions...), une large partie de la droite demande une réforme – donc en fait un abaissement – voire une suppression pure et simple de l'Isf.

Dans la mesure où le chef de l'État dont on connaît la versatilité, interrogé sur le sujet le 14 juillet dernier affirmait « qu'il est normal que la fortune fasse partie des éléments de solidarité d'un pays », il y avait tout lieu de s'inquiéter. Effectivement, débordé sur sa droite par Nicolas Sarkozy, il a depuis donné l'autorisation au ministre de Bercy d'étudier une réforme qui devrait être prête pour la loi de finance rectificative de fin d'année. Il s'agit là ni plus ni moins d'une position à la fois idéologique et politique. Idéologique car elle montre bien que globalement, les nantis n'entendent pas payer pour les pauvres et que la fracture sociale qui ne cesse de s'agrandir et la solidarité ne font pas partie de leurs soucis. Politique car à travers ce type de réformes, Nicolas Sarkozy lance aux plus fortunés, si besoin est, un signe clair : qu'ils l'élisent, il servira loyalement leurs intérêts.

Louis Alexandre

Les Paris de Delanoë, petit ouvrage de notre camarade Emmanuel Dang Tran, constitue une excellente réflexion sur la volonté de transformation de la Ville de Paris par Delanoë et ses adjoints : il y montre la duplicité des élus socialistes qui, sous couvert d'une opération de « requalification urbaine » nécessaire du quartier Beaugrenelle, 40 ans après sa création, consiste en fait à implanter un méga centre commercial visant à drainer la clientèle de l'ouest parisien et les visiteurs de la Tour Eiffel. Le projet porte sur la fermeture des magasins actuels et la création de 50 000 m<sup>2</sup> de commerces, qui ferait de ce centre le troisième de Paris après les Halles (60 000 m<sup>2</sup>) et Italie 2 (56 000 m<sup>2</sup>).

## Les affirmations les plus creuses

L'affaire ne manque pas de piment lorsqu'on sait que l'opérateur, la société Gecina, devenue propriétaire de l'actuel centre commercial par le jeu des fusions/absorptions, s'est illustrée ces derniers mois dans le cadre des fameuses ventes à la découpe, activité immobilière spéculative prétendument combattue par la mairie de Paris. Cette opération, qui ne prend en compte ni les besoins des riverains ni l'enclavement du

# Les Paris de Delanoë

Le quartier Beaugrenelle à Paris est l'objet de projet où la spéculation va bon train. Emmanuel Dang Tran vient de publier un livre sur le sujet, *Les Paris de Delanoë*.

quartier – desservi par une seule ligne de métro –, est en fait la première étape d'une transformation profonde de l'endroit, visant à créer un triptyque centre de commerce, d'affaires et logements résidentiels haut de gamme. Comme d'habitude, pour convaincre les récalcitrants, les tenants du projet avancent les affirmations les plus creuses : la majeure partie de la clientèle – 2 500 000 visiteurs/an espérés – viendra à pied ou à vélo, de nombreux emplois seront créés – alors que l'on sait qu'un emploi dans la grande distribution en supprime trois respectivement dans la production, les intermédiaires et le petit commerce...

De plus, l'opération implique la privatisation d'une partie des bâtiments de la dalle, actuellement loués sous le régime des baux à construc-

tion, donc devant devenir propriété de la ville à terme. Ce qui ne choque pas la majorité socialiste depuis la politique menée par Jospin...

## Tout n'est pas encore perdu

Le dossier est mené au pas de charge par Anne Hidalgo, première adjointe au Maire, conseillère de Paris, laquelle brigue un poste de député dans la région toulousaine lors des prochaines législatives, et qui aura donc quitté Paris lorsque le projet prendra corps. B. Delanoë se tenant prudemment en retrait. La



Photo Patricia MORZEL

question Beaugrenelle a été débattue trois fois au Conseil de Paris toujours en l'absence du Maire. À noter que les élus Pcf ont – discipline de vote

oblige – soutenu le projet que combat fermement la section Pcf locale.

Pour autant, tout n'est pas encore perdu : le plan d'aménagement de Paris est en cours d'élaboration et les principales autorisations ne sont toujours pas obtenues ; les délibérations du Conseil de Paris font l'objet d'un recours ; une plainte a été déposée contre Gecina à la suite d'un tour de passe-passe fiscal et de l'absorption d'une autre foncière, Simco ; l'hostilité des riverains et des associations de locataires prend de l'ampleur. D'ores et déjà, le projet enregistre plusieurs mois de retard dans le calendrier prévu, ce qui n'est jamais bon signe.

Dans quelques mois, B. Delanoë va lancer sa campagne avec à la clef des idées fortes : « démocratie locale », « mixité sociale »... Une forte mobilisation contre le projet peut l'inciter à revoir ce dernier. N'oublions pas l'exemple analogue de la Porte d'Aubervilliers où le promoteur a été contraint, après une bataille qui a duré plusieurs années, de ramener la surface de l'hypermarché de 12 600 à 4 000 m<sup>2</sup>.

Louis Alexandre

Emmanuel Dang Tran, *Les Paris de Delanoë*, éditions Jean-Claude Gawsewitch

Europe

# La débâcle

Décidément le Non français, puis néerlandais à la Constitution fera longtemps parler de lui. Rien ne va plus dans l'Ue depuis, même si, en sous-main, on nous prépare des lendemains qui ont toutes les chances de ne pas chanter. En attendant, on ne peut que se réjouir de leur déconfiture.

Avec le Non français du 29 mai – suivi du Néerlandais du 1<sup>er</sup> juin – les promoteurs de l'intégration européenne croyaient avoir touché le fond. Ce n'était que le début de leur cauchemar. Le projet de constitution européenne visait à mettre sur les rails un super-État au sein duquel chaque pays devait voir s'effacer sa souveraineté, autrement dit sa liberté de décider des grands choix politiques qui déterminent son avenir. Le refus populaire de ce projet porte un coup très rude à cette perspective. Il libère en outre des contradictions entre les dirigeants européens, contradictions que ceux-ci avaient jusqu'à présent réussi à minimiser au nom de leur dessein commun. Il se pourrait bien que le printemps 2005 marque le début du délitement de cette « union toujours plus étroite », dont les dirigeants du continent croyaient voir enfin l'achèvement.

## « Une crise sans précédent »

En témoigne par exemple le sommet des 16 et 17 juin, au cours duquel les dirigeants des Vingt-cinq comptaient bien trouver un accord sur budget pluriannuel de l'Ue pour 2007-2013 ; et déterminer une stratégie pour faire face au défi lancé par les peuples néerlandais et français. De l'aveu même de ses partisans, l'échec sur ces deux dossiers constitue une « crise sans précédent de la construction européenne ». Le compromis budgétaire est resté introuvable. À quelle hauteur doit-on fixer les transferts financiers des pays les plus « riches » en direction essentiellement des nouveaux entrants de l'Est ? Que doit devenir la politique agricole commune ? Quel sort réserver au « rabais » anglais ? Ce sera à la présidence britannique (jusqu'au 31 décembre 2005), ou bien à la présidence autrichienne (premier semestre 2006) de trouver un accord. Si elles le peuvent. Quant au second casse-tête, il est insoluble : comment passer outre aux résultats des référendums en France et aux Pays-Bas ? Car le projet de traité constitutionnel est mort, et bien mort. D'abord pour une raison juridique, parfaitement claire dès le début du processus de ratification : qu'un seul pays dise Non, et le projet est caduc. Et quand bien même les juristes bruxellois

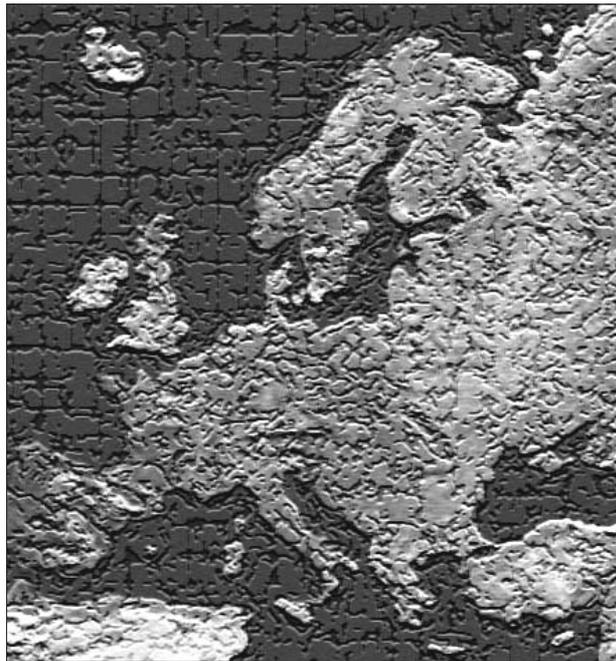
trouveraient-ils une improbable astuce pour contourner l'obstacle, personne ne peut échapper au constat de la mort politique du traité. Certes, les velléités de le ressusciter ne manqueront pas – les eurodéputés ont même créé une commission à cet effet. Et en France, d'aucuns (Valéry Giscard d'Estaing, Laurent Fabius...) ont suggéré à mi-voix qu'en laissant faire le temps, on pourrait ultérieurement tenter un nouveau vote en excluant du texte sa partie III (le contenu des politiques), mais en gardant le pire : le principe même d'une « constitution » sans peuple. Cette chimère ne résiste pas une seconde à l'examen. Il n'y aura ni renégociation, ni nouveau vote, ni plan B. Fort heureusement. Du coup, le Conseil européen n'a pu que trouver un habillage à la débâcle, en proposant une « période de réflexion ». Immédiatement, plusieurs gouvernements (Danemark, Irlande, Finlande...) annoncèrent un report *sine die* des consultations populaires programmées. Anthony Blair, quant à lui, n'avait même pas attendu le feu vert de ses pairs, en indiquant, dès le 2 juin, que le référendum qu'il avait prévu se tiendrait « s'il y avait quelque chose sur quoi voter ». L'humour britannique rejoint ici le bon sens.

## Rien ne va plus

Les conséquences du 29 mai sont donc considérables, et se mesureront plus encore sur le moyen terme. Mais elles concernent précisément la question posée : fallait-il, ou non, poursuivre et franchir une étape décisive dans l'intégration européenne ? À la différence de la grande masse des électeurs, certains, parmi les dirigeants du « Non de gauche », semblent ne pas avoir compris la question. Comme l'ont confirmé les « universités d'été » (sic !) des uns et des autres, ils continuent à croire – allez savoir pourquoi – que les citoyens étaient consultés sur l'art et la manière (comment,

quand, avec qui, sans qui...) de réinventer une énième gauche plurielle, en vue de 2007. Ce faisant, ils emboî-

doutent la présence de ces derniers a-t-elle encouragé le premier ministre polonais, Marek Belka, à préciser sans détours



Photographie - DK

tent le pas aux propagandistes du Oui qui battirent la campagne référendaire en dénonçant par avance les Français qui ne manqueraient pas de « répondre à côté de la question ». Eh non, ils ont bien répondu à la question. Que restait-il, dès lors, aux élites européennes pour tenter d'oublier leur Waterloo ? À l'évidence, le maigre Oui délégué le 10 juillet par les électeurs luxembourgeois (56 %, ce qui est presque humiliant dans le contexte de ce pays) ne pouvait suffire à leur réchauffer le cœur. On alla donc communier à Gdansk, où, à la faveur d'une conférence internationale baptisée « de Solidarité à la liberté », on célébra du 29 au 31 Août le 25<sup>e</sup> anniversaire de la grève des chantiers navals. Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, ne manqua pas de s'enthousiasmer en évoquant la création de Solidarnosc, « victoire de la liberté » ayant ouvert la voie à l'Europe réunifiée, sous le regard attendri d'une vingtaine de chefs d'État, dont l'Allemand Horst Köhler, l'Ukrainien Viktor Iouchtchenko, le Géorgien Mikhaïl Saakachvili, ainsi que de Madeleine Albright et de Zbigniew Brzezinski. Sans

les prochains horizons radieux : « la route que nous avons empruntée doit maintenant passer par Minsk » (Biélorussie). Enfin, Václav Havel ne pouvait être en reste, qui exhorta à « prendre la responsabilité de soutenir le combat de ceux qui ne sont pas libres en Biélorussie, à Cuba, en Birmanie, en Corée du Nord ». L'« élargissement » de l'Europe est décidément prometteur. En attendant, l'Ue devait ouvrir officiellement les négociations en vue de l'adhésion de la Turquie, le 3 octobre. Un processus qui divise désormais ouvertement les partisans de l'obéissance inconditionnelle à Washington (la Maison-Blanche milite depuis quatre décennies pour l'entrée d'Ankara dans l'Europe), et les nostalgiques du Saint-Empire (d'Angela Merkel à Romano Prodi, en passant par Valéry Giscard d'Estaing). Sur ce sujet aussi, le verdict des électeurs a aiguisé les contradictions, jusqu'à présent feutrées. Décidément, à Bruxelles, rien ne va plus. Certes, ils vont tenter de rebondir. Tout de même, ça fait même plaisir à voir.

Pierre Lévy

## À CÔTÉ...

**Incendies meurtriers**  
26 août, un immeuble du 13<sup>e</sup> arrondissement, boulevard Vincent Auriol, géré par le Freha (Emmaüs) prend feu : 17 morts. 30 août : rue du Roi-Doré, dans le 3<sup>e</sup> arrondissement, un immeuble squatté prend feu : 7 morts. Les représentants de la mairie de Paris venus sur place font semblant de découvrir la situation des mal-logés et compatissent devant autant de malheur. Question : avec l'argent dépensé dans la candidature aux Jeux olympiques ou dans Paris Plage, combien de logements sociaux aurait-on pu construire ?

**Logement social**  
Dans un pays aussi riche que la France, la politique à court terme menée par les gouvernements successifs depuis 25 ans a des conséquences graves : logements insalubres, squats, renaissance des bidonvilles, etc. Selon les associations d'insertion, en région parisienne, 300 000 personnes sont en attente d'un logement social. Elles ont accueilli avec scepticisme les déclarations du gouvernement qui annonce la construction de 500 000 logements sociaux en 5 ans, ou la promesse de réquisitionner des terrains pour construire 5 000 logements d'urgence. Enfin, elles trouvent insuffisante la revalorisation de l'Aide personnalisée au logement.

**Évacuation de squats**  
Nicolas Sarkozy a déclaré qu'il ferait évacuer les squats pour empêcher de nouveaux drames comme ceux du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris ou du Marais. Vendredi 2 septembre, le jour de la rentrée scolaire, les enfants de deux immeubles du 14<sup>e</sup> et du 19<sup>e</sup> arrondissements ont, eux, fait leurs valises, les forces de l'ordre ayant expulsé leurs parents. Ils termineront dans des hôtels meublés. C'est sans doute la définition de l'humanitaire selon Sarkozy.

**Impôts : de Villepin fait des cadeaux aux plus riches**  
De Villepin a annoncé un futur réforme de l'impôt. Elle devrait soi-disant simplifier les déclarations d'impôts. En fait, la suppression de trois tranches va permettre à ceux qui touchent le plus d'argent d'être moins taxés. Décidément, entre la suppression de l'ISF et la « réforme » de l'impôt sur le revenu, ce gouvernement sert bien les riches.

**Augmentation du prix des produits pétroliers**  
Grâce à la spéculation sur les marchés boursiers internationaux, le prix du baril de pétrole ne cesse de grimper. Or, dans le prix du carburant ou du fuel domestique, la matière première représente moins de 20 %, le reste – 80 % – étant des taxes imposées par l'État. Il n'y a donc aucune raison que le prix de l'essence grimpe comme il le fait.

**Producteurs de lait : la colère**  
Le 1<sup>er</sup> septembre, la Fédération nationale des producteurs de lait a organisé le blocage du ramassage du lait pour protester contre la baisse des prix imposée par les entreprises laitières françaises. Les prix actuels permettent tout juste à un grand nombre de producteurs de maintenir la tête hors de l'eau.

EN BREF

Mais

transgénique  
Dans les Landes, le maïs transgénique est la cible d'un ou plusieurs faucheurs volontaires : pour la troisième année consécutive, une parcelle de 650 m<sup>2</sup> appartenant à la firme Monsanto a été détruite dans la commune de Magescq. De faucheur volontaire, pas de trace : la gendarmerie enquête...

Il faut savoir que le Conseil général des Landes a donné un avis défavorable à cette expérimentation. Monsanto, si soucieux de préserver ses intérêts économiques au nom de la « liberté » et du « progrès », semble considérer l'avis des autorités locales comme nul et non avenu. Un baromètre de l'impérialisme américain.

Samaritaine :  
échec  
des démarches  
juridiques

Le 19 juillet, la direction de la Samaritaine, propriété du groupe Lvmh depuis 2001, a annoncé sa décision de fermer le magasin pendant six ans. Officiellement, il s'agit de mettre le magasin aux normes de sécurité incendie. Cette décision s'est prise contre l'avis des syndicats qui proposaient des travaux échelonnés, et garder ainsi la Samaritaine ouverte.

La Cftc, syndicat majoritaire à La Samaritaine, a engagé deux actions en justice pour « irrégularités de procédure » et « entrave au fonctionnement régulier du comité d'entreprise ». Le Tribunal de grande instance de Paris vient de lui donner tort. Les salariés de La Samaritaine devraient être payés jusqu'en octobre 2006. Rien n'est moins sûr en ce qui concerne les démonstrateurs et les salariés de la sous-traitance.

Juge  
anticorruption  
corrompue

Eva Joly, championne, paraît-il, de la lutte anticorruption et qui a instruit l'affaire Elf vient d'être épinglée pour avoir versé un royal pourboire dans un restaurant. Elle aurait accordé une gratification de 2 000 couronnes norvégiennes (environ 250 euros) au serveur lors d'un dîner de travail au frais du contribuable. L'addition totale s'élevait à 10 500 couronnes. Malgré une remontrance du gouvernement norvégien, la note de frais a été remboursée !

Nestlé  
contraint  
de rouvrir l'usine  
de Saint-Menet

Nestlé, qui avait fermé le site de production de Saint-Menet en juin 2005 qui employait plus de 400 salariés, vient de recommencer la production.

Le Tribunal de grande instance de Marseille a en effet contraint le groupe à rouvrir, à la suite d'une action en justice intentée par le syndicat Cgt.

En 2004, Nestlé avait annoncé la fermeture de cette usine, souffrant soi disant d'un « manque de compétitivité structurel ». Dans le même temps, le groupe refusait la proposition de reprise faite par Legal, expliquant qu'il ne souhaitait pas avoir de concurrents dans le secteur.

Philosophie

# Le combat d'arrière garde de Toni Negri

Le philosophe italien Toni Negri appelait en mai dernier à ratifier la Constitution européenne : « *Oui, pour faire disparaître cette merde d'État-nation* ». Ne lui en déplaise, le peuple existe et il sait ce qu'il fait. Ce n'est pas l'État-nation qui lui pose problème mais bien le capitalisme.

On peut être un théoricien reconnu de l'intermondialisme, un grand pourfendeur du capitalisme, un pôle de radicalité à

milieux populaires, compte tenu de consensus quasi général qui régnait en faveur du oui dans la classe politique et dans les médias, celui-ci aurait dû

Toni Negri a oublié que le capitalisme porte en lui la lutte des classes comme la nuée, l'orage. Et la lutte des classes, ce n'est pas un bon

nom du libéralisme. Se serait-il convaincu que le capitalisme est la fin de l'Histoire ? Le hic, c'est que la lutte des classes revient par la grande porte, alors que la bourgeoisie, avec le concours militant de la social démocratie croyait l'avoir jeté par la fenêtre.

**Démolir  
ce qui fait levier  
pour l'émancipation  
des peuples**

Toni Negri apostrophait sèchement les partisans du non : « *Que veulent-ils ? Une constitution européenne ou une constitution d'un modèle communiste ?* » Eh, tient ! Nous y voilà. Et si justement le puissant non dit de cette bataille électorale, c'était la question du communisme ? Les millions d'électeurs qui ont voté non et que Toni Negri traite d'« obs-curs » n'ont sans doute pas la claire conscience de ce qu'ils veulent. Mais ils ont manifesté une détermination tout à fait inattendue à s'opposer à ce qui les opprime : le capitalisme. Le penseur émérite a-t-il oublié que c'est le premier pas de la conscience de classe ? Un dernier mot et non des moindres : Toni Negri veut faire disparaître : « *Cette merde d'État-nation* ». Faut-il passer à pertes et profits les acquis du siècle des Lumières, de la Révolution de 1789, des innombrables luttes sociales et politiques, du Conseil national de la Résistance ? Ce que dénie ton adversaire, défends-le, ne serait-ce que par réflexe. L'agressivité du penseur révèle bien ce qui fut et qui demeure un des enjeux majeurs de la bataille pour la Constitution : démolir ces leviers historiques que constituent les États nations pour l'émancipation des peuples. On ne peut s'empêcher de lui retourner une expression qui fit mouche en son temps contre ceux qui refusaient de s'inscrire dans la marche royale du libéralisme : Toni Negri mène un combat d'arrière garde.

Jean Miaille



Photo DR

soi tout seul, un phare de l'extrême gauche, la pensée file en quenouille quand on perd le sens de ce que vivent les gens. Ainsi n'est-il pas inutile de revenir sur l'interview qu'a accordé Toni Negri à *Libération*, le 13 mai 2005, quinze jours avant le référendum. Une interview en forme de vibrant plaidoyer en faveur du oui ! La constitution ? « *Elle fait du bien et fera du bien tout de suite !* »

**Notre système  
politique à bout  
de souffle**

Si la constitution était un bienfait, voire un moindre mal pour le monde du travail et les

l'emporter avec plus de 80 % des voix. Or c'est le non qui l'a emporté. Difficile d'ergoter. Toni Negri a chaussé les lunettes de l'idéologie dominante plutôt que d'essayer de voir et sentir ce qui se passait dans le peuple. Le non a été porté par une lame de fond autrement plus puissante et plus profonde que toutes les combinaisons institutionnelles – fusent-elles d'extrême gauche ou radicales. La bataille du référendum a éclairé d'une lumière particulièrement nette ce que le monde institutionnel répète pourtant à satiété : notre système politique est à bout de souffle, torpillé par une fracture sociale qui ne cesse de s'élargir.

mot que l'on sort pour faire joli dans les nouveaux cercles mondains de la radicalité. Le 29 mai, le peuple a commis un acte de lutte de classe, ce peuple qui va pointer à l'usine, gratter dans les bureaux, suer sur les chantiers, qui vit dans les quartiers populaires, fait la queue à l'Anpe ou rouille au bas des tours et qui en prend plein la figure depuis des décennies. À rebours de cela, qu'il le veuille ou non, le théoricien invite doucement l'extrême gauche à accepter les postulats du capitalisme, à se glisser dans les pantoufles institutionnelles et à se complaire dans de subtiles contorsions dialectiques. Par exemple : prétendre combattre le capital au

Juge Borrel :

# Une « nouvelle affaire Dreyfus »

La disparition du juge Borrel en 1995 n'a pas fini de susciter des polémiques ; l'enjeu est de taille. Que vaut un petit juge français face aux intérêts impérialistes de la France en Afrique. Heureusement deux femmes intègres poursuivent leur combat pour la vérité.

Lorsque la presse fait état de la disparition du juge Bernard Borrel en octobre 1995, l'affaire ne retient pas vraiment l'attention. Envoyé comme



Photos DK

conseiller technique auprès du ministère de la Justice de Djibouti, Bernard Borrel est inconnu du public. Son corps a été retrouvé à 80 km de la capitale, calciné, en bas d'une falaise. Après une enquête sommaire, les autorités de Djibouti concluent au suicide par immolation.

## Élisabeth Borrel s'entête

Dès l'annonce de sa mort, des bruits étranges circulent sur son compte. On évoque un suicide pour des raisons privées : drogue, double vie, et même pédophilie. L'affaire aurait pu se terminer là si la veuve, Élisabeth Borrel, n'avait immédiatement rejeté l'hypothèse du suicide. Et les bruits malveillants qui circulent, à l'origine semble-t-il des services secrets français et djiboutiens, renforcent sa conviction que son mari ne s'est pas suicidé. Une enquête est alors ouverte en France. Une expertise médico-légale menée en février 1996 remet en cause la thèse du suicide : Bernard Borrel a vraisemblablement été assassiné. Mais le dossier, instruit à Toulouse, s'enlise.

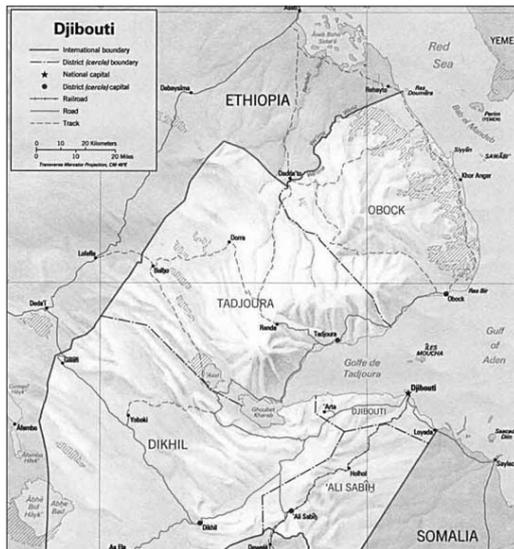


Élisabeth Borrel obtient qu'il soit « dépaycé ». L'affaire, confiée à deux juges d'instruction (dont l'un avait travaillé avec B. Borrel à Djibouti), est alors instruite à Paris. En se fondant sur un nouveau rapport médico-légal qui accrédite l'hypothèse du suicide et malgré les avis de plusieurs enquêteurs, les deux juges d'instruction concluent au suicide.

Mais Élisabeth Borrel s'entête. Avec le soutien du Syndicat de la magistrature, ses avocats obtiennent en juin 2000 le dessaisissement des juges d'instruction. En 2002, le dossier est confié au juge d'instruction Sophie Clément, qui fait réaliser trois nouvelles expertises médico-légales. Les expertises révèlent un traumatisme crânien et une lésion de défense à l'avant-bras gauche. Pour les experts, B. Borrel était à terre quand son corps a été imbibé de liquide inflammable. Ils ont également détecté la présence de deux liquides inflammables. Or, seul un bidon d'essence vide a été retrouvé sur place. La thèse du suicide est définitivement écartée. Elle tient d'autant moins que deux anciens officiers de la garde présidentielle djiboutienne, réfugiés en Belgique, ont révélé que la disparition du juge avait été commanditée par l'entourage d'Ismaël Omar Guelleh, actuel président de Djibouti qui était à l'époque chef de cabinet du président Hassan Gouled Aptidon, son oncle. Le meurtre aurait été exécuté avec la complicité des services secrets djiboutiens. Des révélations que les autorités djiboutiennes rejettent, évidemment.

En novembre 2003, Sophie Clément demande au ministère de la Défense l'accès au dossier secret de B. Borrel, qui comprend douze documents classés « secret défense ». N'obtenant pas de réponse, elle s'adresse directement au ministre,

Michèle Alliot-Marie, pour demander que soit saisie la Commission consultative du secret de la Défense nationale (Ccsdn). Grâce à la pression médiatique, le ministère s'exécute et Sophie Clément obtient la consultation de ces documents.



Infographie DK

## Les affaires douteuses de la République

À la suite de ces différentes péripéties, début 2005, la justice djiboutienne tente de circonvenir l'enquête en demandant la transmission du dossier d'instruction. Sophie Clément s'y refuse : elle soupçonne les autorités de Djibouti de vouloir étouffer l'affaire en jugeant des comparaisons, pour permettre aux véritables commanditaires d'échapper à des poursuites en France. Ce faisant, elle met le Quai d'Orsay, qui s'y était publiquement engagé, dans une situation délicate. En mai 2005, Ismaël Omar Guelleh, en visite en France sur le chemin pour les États-Unis, est interrogé par des journalistes sur « l'affaire

Borrel ». Lors de ce même voyage, il est sollicité par le juge d'instruction qui désire avoir un entretien sur la disparition de Bernard Borrel. Il ne répondra pas plus aux journalistes qu'il ne se rendra chez le magistrat. A cette occasion, le gouvernement français monte une fois de plus au créneau en invoquant l'immunité diplomatique des chefs d'État...

Quand on passe en revue ses différents éléments, la collusion des autorités françaises et djiboutiennes dès le début de cette affaire est manifeste. Pour expliquer l'assassinat de Bernard Borrel, l'hypothèse généralement avancée est qu'il enquêtait d'un peu près sur les commanditaires de l'attentat du Café français à Djibouti, qui avait fait un mort et 11 blessés en 1990. Suffisamment près pour s'intéresser à l'entourage d'Ismaël Omar Guelleh. Or, Djibouti est une des princi-

C'EST ICI AUSSI...

Le Medef soutient les mesures de Villepin... Laurence Parisot, la nouvelle présidente du Medef, lors de l'université d'été du mouvement patronal, a déclaré : « [...] Le Premier ministre a présenté aujourd'hui un certain nombre de mesures. Celles-ci correspondent à des valeurs qui doivent être partagées par tous, dans notre intérêt à tous : le travail plutôt que l'assistance, l'incitation plutôt que la contrainte, la responsabilité et la recherche de l'efficacité ». A quand la remise en route du livret ouvrier et la messe obligatoire le dimanche ?

... mais attend plus " Néanmoins, le Medef souhaite qu'une prochaine étape de l'action du gouvernement soit consacrée à la baisse du coût du travail " a précisé Laurence Parisot. Voilà qui promet. Il est vrai que la dame vient d'être traînée aux Prud'hommes pour avoir fait salarier son employée de maison par l'institut de sondage qu'elle dirigeait. Voilà du travail qui ne lui coûtait pas cher.

Industrie de la Chaussure menacée 500 emplois sont menacés dans la Drôme. Le 2 septembre dernier, plusieurs centaines de personnes défilaient entre les villes mitoyennes de Romans et de Bourg-de-Péage pour demander à l'État que des mesures soient prises pour sauvegarder l'industrie de la chaussure de luxe dans ces deux communes. Des salariés des établissements Charles Jourdan, Stéphane Kélian, Robert Clergerie ainsi que des sous-traitants ont déposé une pile de vieilles chaussures sur le pont qui relie les deux villes. « La filière française de la chaussure est au bord de la disparition pure et simple, souligne André Gerin dans le courrier qu'il adresse à Dominique de Villepin. Il propose que dès octobre « la proposition de loi tendant à instaurer des mesures d'urgence pour lutter contre les délocalisations, déposée par le groupe communiste en février 2004 à l'Assemblée nationale, soit inscrite à l'ordre du jour de la session d'automne ».

Contre la hausse des carburants Le Pôle de renaissance communiste en France (Prcf) lance une pétition contre la hausse des carburants. « Face à la hausse vertigineuse du prix des carburants qui va entraîner une hausse généralisée des prix particulièrement du coût du chauffage et l'aggravation de la baisse du pouvoir d'achat populaire » lance le texte, il est nécessaire de prendre des mesures urgentes comme « l'abaissement du prix des carburants, la taxation des profits des sociétés pétrolières, la re-nationalisation de Total et Elf, la nationalisation des autoroutes... » Pétition à voir et signer sur le site [www.initiative-communiste.fr](http://www.initiative-communiste.fr).

Participez à votre journal... ... Devenez correspondant.

Caroline Andréani

ET OUI !...

1,2 millions de disparus  
La Croix-rouge internationale a reçu l'an dernier 1,2 millions de demandes d'aide pour retrouver des personnes disparues en Afrique. « *La séparation des familles en Afrique est un scénario quotidien : il y a une attaque, les gens fuient, courent et laissent tout derrière eux* » souligne Antonella Notari, porte parole de la Cri. 100 000 demandes viennent du reste du monde. La Cri a déjà pu retrouver 6 100 personnes.

**Tuberculose en Afrique**  
Les ministres africains de la Santé viennent de déclarer à l'unanimité la tuberculose urgence sanitaire en mettant en avant leur engagement à combattre une épidémie qui fait plus de 50 000 victimes par an sur le continent. Le nombre de nouveaux cas de tuberculose a quadruplé dans 18 pays d'Afrique depuis 1990 et il continue d'augmenter sur tout le continent. Or la tuberculose peut se soigner en six mois par un traitement avoisinant les 12 euros, ce qui est très peu. Le niveau d'aide concernant cette maladie est faible par rapport à ce qu'il est pour le sida ou la paludisme, une « *maladie oubliée de l'Afrique* » selon le Dr Mario Ravglione qui dirige le département tuberculose de l'Oms.

**Abstinence nuisible**  
Les campagnes soutenues par le gouvernement états-uniens présentant l'abstinence comme seule protection contre le sida en Afrique entrave la lutte contre la pandémie en minimisant l'importance des préservatifs. L'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour le Vih et le sida en Afrique affirme que l'idéologie fondamentaliste qui régit le programme de Washington engendre des pénuries de préservatifs en Ouganda, ce qui est préjudiciable à la prévention du sida puisque même les sacs plastiques servent de préservatifs. Le gouvernement des Usa a déjà consacré 8 millions de dollars à ce type de campagne en Ouganda. Voudrait-il que les Africains cessent tout simplement de se reproduire ?

**Le Temps des Cerises**  
[éditeurs]  
présente

**Washington contre Cuba**  
L'Affaire des Cinq



disponible sur  
www.letempsdescerises.net

Togo

# Pas de changement

En 1963, le sergent Étienne Gnassingbé Eyadéma assassinait le premier Président de la République du Togo, Sylvanus Olympio. Il devenait Président à son tour à la faveur d'un nouveau coup d'État en 1967.

De 1967 au 5 février 2005, Étienne Gnassingbé Eyadéma exercera un pouvoir absolu, soutenu par l'armée.

À sa mort, en l'absence du président de l'Assemblée nationale qui aurait dû assurer l'intérim, l'armée confie le pouvoir à son fils, Faure Gnassingbé Eyadéma. L'Union africaine, par la voix d'Alpha Oumar Konaré, dénonce le coup d'État militaire. Le 25 février, à la suite des pressions de la Communauté des États d'Afrique (Cedao) et de l'Union européenne, Faure Gnassingbé Eyadéma se retire.

Quatre candidats se présentent aux élections présidentielles du 24 avril 2005, Faure Gnassingbé Eyadéma, Emmanuel Bob Akitani, candidat unique de la coalition de l'opposition radicale, Harry Olympio et Nicolas Lawson, qui annonce le retrait de sa candidature deux jours avant le scrutin. Gilchrist Olympio, de l'Union des forces du changement et fils du premier chef de l'État, a tout simplement été empêché de se présenter.

Le 26 avril, la Commission électorale nationale et indépendante (Ceni) proclame les résultats de l'élection présidentielle. Faure Gnassingbé remporte l'élection avec plus

de 60 % des suffrages devant Emmanuel Bob Akitani avec un peu plus de 38 % des voix. Gouvernement de réconciliation nationale  
La Communauté économique de l'Afrique occidentale et l'Union africaine cautionnent alors la fraude électorale qui a permis l'élection de Faure Gnassingbé. Elles appellent l'opposition à négocier la formation d'un gouvernement de

ministères, les administrations ou les casernes du Togo des documents et des correspondances qui pourraient entacher la réputation de dirigeants français, hommes politiques ou militaires (*Le Canard Enchaîné*, 4 mai 2005). La Commission européenne prend acte de l'élection de Faure Gnassingbé, alors que le Parlement européen vote une résolution de non-reconnaissance de Faure Gnassingbé comme président élu du Togo. Les États-Unis appellent aussi à la formation d'un gouvernement de réconciliation nationale.

Et le 8 juin 2005, Edem Kodjo, président de la Convergence patriotique panafricaine (Cp, opposition modérée), est nommé Premier ministre et chargé de constituer ce gouvernement.

« *La victoire de Faure Gnassingbé est un hold-up électorale* » clament de nombreux opposants au Togo et à l'étranger, dénonçant une « *mascarade* » menée avec la complicité de la Cedao et de la communauté internationale, et plus précisément de la France. Dans les rues, la tension monte, des manifestations de colère éclatent, réprimées par l'armée. Des témoins parlent de corps enterrés ou jetés dans des morgues, d'arrestations, d'exécutions, d'enlèvements. 26 084 Togolais fuient le Togo



Infographic DR

réconciliation nationale. La France juge que le scrutin s'est déroulé dans des conditions acceptables, tandis qu'une équipe de la Dgse est chargée de récupérer dans les

pour se réfugier au Bénin et au Ghana.

Ouvert aux zones franches  
Pourquoi la communauté internationale est-elle plus prompte à se mobiliser en Ukraine pour casser un scrutin qu'au Togo ?

Le Togo est un petit pays qui n'est pas très riche en ressources naturelles. Son économie est dépendante des exportations de phosphates vers la France et l'Allemagne (21 % du Pib). Mais la croissance des ventes françaises sur le marché togolais en fait de loin le premier fournisseur en matériel électronique, en produits pharmaceutiques et en produits pétroliers raffinés. Les investisseurs français sont très présents également dans les travaux publics, l'exploitation des phosphates et l'armement.

Depuis 1989, le Togo s'est ouvert aux zones franches, lieu par excellence de réalisations de profits phénoménaux en raison des exonérations fiscales, du non-respect des législations nationales et internationales concernant le travail, du libre transfert des capitaux. Et la France est là encore bien placée puisqu'elle totalise 70 % des investissements de l'Union européenne. Y a-t-il un espoir pour que la situation politique et économique du pays change ?

Si le peuple togolais le veut, sans doute. Mais l'opposition n'a pas de vraie politique d'alternance au libéralisme du pouvoir.

Elle n'exige pas l'annulation de la dette publique extérieure du Togo, ne réclame pas le rapatriement de la fortune d'Eyadéma, n'envisage pas l'arrêt de la politique d'ajustement structurel imposé au pays depuis 1982, ni de récupérer le patrimoine économique d'État, alors que le pouvoir d'achat de la population baisse, et que les salaires sont bloqués depuis 20 ans.

Marie-Catherine Andreani

## Lettre ouverte au procureur général des États-Unis

Cette lettre ouverte a été signée, entre autres, par Adolfo Perez Esquivel, Noam Chomsky, Eduardo Galeano, Frei Betto, Pablo Gonzalez Casanova, Howard Zinn, Thiago de Mello, Tariq Ali, Ignacio Ramonet, Gianni Mina, Saul Landau, Russel Banks, Gianni Vattimo, Alex Cox, Alfonso Sastre, James Petras, Martin Almada, Daniel Viglietti, Emir Sader, Volodia Teitelboim, Rosa Regas, Juan Mari Bras, Roy Brown, Michael Averi. *Le Manifeste* apporte son soutien à cette initiative exigeant la libération des cinq Cubains injustement emprisonnés aux Usa.

Monsieur Alberto Gonzales,  
Procureur général des États-Unis,

Comme la presse internationale nous en a informé, le 9 août dernier la Cour d'appel du onzième circuit d'Atlanta a déclaré nul le jugement rendu à Miami qui condamnait Gerardo

Hernandez Nordelo, René Gonzalez Schwerert, Ramon Labañino Salazar, Antonio Guerrero Rodriguez et Fernando Gonzalez Llorit qui avaient infiltré les groupes extrémistes cubano-américains du sud de la Floride pour obtenir des informations sur les activités terroristes contre Cuba. Leur détention avait déjà été déclarée illégale par le Groupe de travail sur les détentions arbitraires de la Commission des droits de l'Homme des Nations Unies.

Depuis sept ans, ces cinq jeunes sont maintenus en cellules de haute sécurité ; ils ont subi l'isolement en cellules de punition pendant de longues périodes et deux d'entre eux ont été privés du droit de recevoir les visites de leurs parents.

Maintenant, depuis l'annulation du jugement, rien ne justifie plus de les garder en prison. C'est une situation arbitraire, aussi douloureuse pour eux que pour leur famille, qui ne peut se prolonger. Les présents signataires réclament leur libération immédiate.

Si vous souhaitez la signer, envoyez votre signature à :

[imogene267@free.fr](mailto:imogene267@free.fr)

Milosevic à La Haye

# Plus c'est intéressant, moins on en parle

Le procès de Slobodan Milosevic à La Haye devant le Tribunal pénal international pour l'ancienne Yougoslavie (Tpi) a été annoncé comme un grand moment de la justice internationale. Trois ans plus tard, il a réussi à mériter sa place dans l'histoire judiciaire. Il devra sans aucun doute figurer parmi les procès restés célèbres, tels que celui de Socrate, de Jeanne d'Arc, du capitaine Dreyfus, de Boukharine, qui doivent leur notoriété aux abus flagrants des droits élémentaires de la défense.

**A**u début, on aurait cru que la télévision et les journaux nous serviraient régulièrement les épisodes du procès-spectacle de celui qu'ils avaient nommé « le boucher des Balkans ». Mais la pertinence et la solidité de la défense menée par Milosevic lui-même ont vite fait taire les médias. Aujourd'hui, il se tient pratiquement à huis clos. Et pour cause.

## Il doit être coupable

L'accusation selon laquelle Milosevic serait coupable de tous les crimes commis au cours des guerres de désintégration de la Yougoslavie tombe. Le 25 août, le procureur adjoint Geoffrey Nice a dû admettre une évidence : le Président Milosevic n'avait pas cherché à créer une « Grande Serbie ». En effet, Vojislav Seselj venait de soutenir pendant plusieurs jours de témoignage détaillé que son propre Parti radical serbe était le seul à prôner la « Grande Serbie » et que Milosevic et son Parti socialiste y étaient toujours opposés. Les trois juges ne pouvaient cacher leur perplexité ; pour eux, Milosevic doit être coupable, mais ils commencent à se demander de quoi ? Heureusement les médias sont là pour ne pas rendre compte de leur embarras. Ils doivent partager leur gêne. On peut croire que pour *Le Monde*, en particulier, un jugement de « non coupable » dans le procès Milosevic serait une catastrophe. Déjà au début des années 90, Florence Hartmann, en tant que correspondante du *Monde* à Belgrade, avait accusé Milosevic de tous les torts, avant de devenir

porte-parole du procureur du Tpi, Carla del Ponte. Ce prétendu « tribunal des Nations-Unies » a été créé sur une initiative de Washington pour faciliter la restructuration de l'ancienne Yougoslavie en écartant, grâce aux inculpations, les dirigeants serbes récalcitrants.



Photo DR

Le Tpi est financé en premier lieu par le gouvernement des États-Unis et des donateurs privés tel que George Soros, ainsi que par des pays de l'Otan. Le personnel est « prêté » par les ministères des États-Unis (pour les deux tiers) et de leurs alliés. Le ministre des Affaires étrangères de Clinton, Madeleine Albright, qui porte la plus grande responsabilité dans la guerre contre la Yougoslavie en 1999, a personnellement choisi, entre autres : Louise Arbour, le procureur qui eut l'obligeance de lancer l'accusation hâtive contre Milosevic pendant les bombardements, sur la seule base de renseignements fournis par les services américains et britanniques. Sa récompense : un siège à la Cour suprême du Canada avant d'être nommée à la tête de la Commission des droits de l'Homme des Nations-Unies ; Gabrielle Kirk McDonald, juge au Texas, présidente du Tribunal au moment de l'inculpation

de Milosevic, pour qui la Serbie est « un État voyou » ; Paul Risisley, porte-parole de M<sup>me</sup> Arbour ; Carla del Ponte, procureur en chef actuel. Les trois juges au procès Milosevic viennent du Royaume-Uni, de la Jamaïque et de la Corée du Sud. Tous au goût de Washington. Deux des trois suffiront pour condamner l'accusé ; il n'y a pas de juré, et la seule cour d'appel... c'est le Tpi lui-même.

Dans cette situation, à quoi bon fatiguer le public avec les détails d'un procès jugé d'avance ? Seuls quelques curieux peuvent en savoir quelque chose, en consultant le procès verbal du Tpi sur le site <http://www.un.org/icty/>.

## Le Tpi change les règles

Le « dictateur » Milosevic n'était en réalité qu'un chef d'État aussi démocratiquement élu que les autres, dans un État à peu près comme les autres, avec des lois et des hiérarchies et des prises de décisions parfois malheureuses mais en conformité avec la pratique habituelle des États, telle que celle d'écraser un mouvement armé séparatiste qui assassinait des policiers et des citoyens (l'Uçk, « l'armée de libération du Kosovo »). Les officiers et fonctionnaires de cet État, documents à l'appui, ont pu systématiquement démontrer que le Président Milosevic n'avait ni planifié ni approuvé la « purification ethnique » des Albanais du Kosovo, encore moins le « génocide » (qui n'eut pas lieu). Il a par contre insisté sur la nécessité de protéger la population civile, albanaise ou autre.

Le nombre des morts au Kosovo pendant la guerre menée par l'Otan se situe entre 2 500 et 4 000, toutes ethnies et toutes causes du décès confondues.

Les causes de la fuite massive des Albanais du Kosovo étaient multiples – tout comme la fuite des autres ethnies, ignorée des médias – y compris la peur toute naturelle des bombardements et des combats entre Serbes et l'Uçk, ainsi que les ordres donnés par l'Uçk de fuir en accusant les Serbes, pour mieux justifier l'agression de l'Otan.

Devant l'absence trop flagrante de « génocide » au Kosovo, le Tpi a élargi l'inculpation originelle pour inclure les événements de la Bosnie, dans l'espoir d'établir un lien, aussi tenu soit-il, entre Milosevic et le massacre de Srebrenica, qualifié par des arguments psycho-sociologiques d'un rare sophisme, de « génocide » (malgré le fait que femmes, enfants et vieillards furent épargnés). En effet, le Tpi se permet de changer les règles du jeu comme bon lui semble pour faciliter le travail du procureur.

La stratégie de l'Uçk, qui consistait à provoquer les Serbes pour fournir le prétexte « humanitaire » à l'agression de l'Otan, en collusion avec les services anglo-américains, a été solidement établie par des témoins sur place et bien informés, tel l'Allemand Dietmar Hartwig, chef de la Mission de contrôle européen au Kosovo entre novembre 1998 et mars 1999.

Dans un procès plus ou moins normal, on s'attendrait à l'acquiescement de l'accusé pour absence de preuves. Mais dans un procès « historique », c'est-à-dire conçu par les grandes puissances pour justifier leur action, un verdict juste tiendrait du miracle. Le préjugé des juges est flagrant ; ils ne cessent de harceler les témoins de la défense après avoir traité les accusateurs les moins crédibles avec indulgence. La condamnation de Milosevic est nécessaire pour justifier à la fois l'Otan et le détachement de la province de Kosovo de la Serbie. Plus généralement, la guerre « humanitaire » exige toujours un méchant, un « nouvel Hitler », qu'il faut condamner pour préserver l'ordre manichéen du monde. Ce Tribunal n'est pas fait pour rendre la justice. Pourtant, à la longue, il peut la servir. Le procès verbal de ces étranges procédures constitue un document qui pourra être étudié à l'avenir par des chercheurs authentiquement indépendants et qui découvriront un scandale judiciaire semblable à la condamnation de Dreyfus (mélange de préjugés et de « défense de l'honneur militaire ») mais sur une échelle bien plus grande et avec les implications graves et multiples.

Diana Johnstone

EN MARGE !

10 Boeing B787 achetés par la Chine  
China Southern Airlines, basée à Guangzhou, a décidé l'achat de 10 Boeing B787. Le prix de vente de chacun de ces appareils se situe entre 82 millions et 110 millions d'euros. L'avionneur états-uniens avait déjà annoncé au début août la conclusion d'un accord avec quatre compagnies chinoises pour 42 nouveaux 787 Dreamliners.

Humour anglais ?  
« Attention, humains dans leur environnement naturel » annonçait en août la pancarte du zoo de Londres où trois hommes et cinq femmes, vêtus de maillots de bain décorés de feuilles de vigne, étaient enfermés dans un enclos à côté des singes. Polly Wills, porte parole de l'établissement s'en expliquait ainsi : « Voir des gens dans un environnement différent, parmi d'autres animaux enseigné au public que l'homme n'est qu'un primate ». Les humains avaient droit à des « jouets ». Les gardiens les autorisaient tout de même à rentrer chez eux chaque soir à l'heure de la fermeture durant les quatre jours qu'a duré l'exhibition. Entre Thatcher et Blair, ils auraient eu de quoi poursuivre l'expérience !

Conférence sur l'Irak interdite  
La conférence de solidarité avec la résistance irakienne qui doit se dérouler à Chanciano en Italie les 1<sup>er</sup> et 2 octobre prochain risque d'avoir quelques difficultés à se tenir. Un groupe de sénateurs Us a demandé aux autorités italiennes de l'interdire. Nous ne pouvons que souhaiter que cette intolérable ingérence soit ignorée par les italiens et que la conférence puisse se tenir dans des conditions normales.

Arrêt de la production en Chine  
La Chine a ordonné que près d'un tiers des mines de charbon du pays arrête leur production et améliore la sécurité suite à une série d'accidents qui a coûté la vie à 3 400 mineurs depuis le début de l'année. Cette mesure concerne environ 7 000 mines.

Grève de la faim  
Selon trois organisations marocaines de droits de l'Homme, l'Amhd (Association marocaine de droit de l'Homme), l'Omdh (Organisation marocaine des droits de l'Homme) et le Fvj (Forum vérité justice), une trentaine de prisonniers sahraouis sont en grève de la faim depuis plus de trois semaines. Le gouvernement marocain qui combat le Front Polisario au Sahara occidental dément l'information et accuse les prisonniers de mener des actions non pas contre les conditions de détention mais pour « des revendications politiques ». Il semble bien que le seul à ne pas de faire de politique soit le gouvernement marocain lui-même ! De son côté, le secrétaire général du Front Polisario, Mohamed Abdelaziz a appelé l'Union africaine à intercéder auprès du Maroc pour qu'il libère les prisonniers sahraouis. Le Maroc continue de refuser d'appliquer les résolutions de l'Onu et du Conseil de sécurité appelant à organiser un référendum d'autodétermination du peuple sahraouis.

EN BREF

**Mois d'août meurtrier pour les GI**  
Le nombre de soldats états-uniens morts en Irak a atteint en août un niveau inégalé depuis janvier. Au moins 84 soldats ont été tués ce mois-ci. Depuis l'invasion de l'Irak, l'armée Us a dénombré 1 879 décès et 14 265 blessés. George Bush, loin de s'apitoyer, a simplement proposé que les Usa rendent hommage à ces soldats ! Les Usa disposent de 140 000 soldats en Irak, ils auraient été sans doute plus utile en Louisiane. Us Go home d'Irak !

**Une guerre bien chère**  
Le coût moyen par mois de la guerre en Irak est désormais supérieur à celui du conflit au Vietnam selon un rapport états-uniens. Ce rapport intitulé « le boubrier irakien » a été réalisé par l'Institute for policy studies et Foreign policy in focus, deux organisations opposées à la guerre. Le coût des opérations militaires en Irak s'élève à 5,6 milliards de dollars par mois, soit l'équivalent de 186 millions par jour. Le coût de la guerre par habitant revient à 727 dollars par personne, ce qui en fait l'effort le plus coûteux des 60 dernières années. Aujourd'hui 57 % des Etats-uniens désapprouvent la gestion de Bush de la guerre en Irak et 68 % estiment que le nombre de victimes états-uniennes est trop élevé.

**USA, la catastrophe « naturelle »**  
Depuis le passage de l'ouragan Kathrin qui a ravagé la Nouvelle Orléans, une partie de la Louisiane et du Mississippi, les États Unis donnent au monde l'image d'un pays du tiers-monde où l'administration fédérale du pays le plus riche du monde se révèle impuissante (ou peu pressée) de venir en aide à sa population. Cinq jours après l'inondation, on estime à plus de 10 000 le nombre des victimes et des centaines de milliers d'habitants se retrouvent dehors, sans toit, sans nourriture, sans eau potable et sans électricité. La région est plongée dans le chaos et l'armée la plus puissante de la planète a été mobilisée... pour tirer sur les pillards, avec autorisation de tuer. Au lieu de s'ingérer dans les affaires des autres pays, le gouvernement des États-Unis ferait bien de s'occuper de sa population. Le gouvernement cubain quant à lui vient de proposer son aide. Fidel Castro propose d'envoyer 1 000 médecins cubains dans la région sinistrée.

**Plus de pauvres aux Usa**  
Le taux de pauvreté aux Usa atteint 12,7 % de la population en 2004, un chiffre en augmentation pour la quatrième année consécutive. 37 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté soit 1,1 millions de plus qu'en 2003. « La plus grande partie de la croissance ces deux dernières années a profité aux plus riches sous la forme de revenus du capital » explique Tim Smeeding, professeur d'économie à l'université de Syracuse. On appelle cela le capitalisme !

JOYEUSE  
FÊTE  
DE L'HUMA

En question

# Que sont devenus les pays « de l'Est » ?



La disparition du « socialisme réel » en Europe a bouleversé fondamentalement la réalité du monde entier. Les forces à la recherche d'une alternative de progrès social et humain partout dans le monde ont été toutes frappées par cette « révolution-contre-révolution ».



Bruno Drweski (Photo DR)

Si la compréhension de ce qui s'est produit dans les anciens pays du bloc de l'Est – libéralisation, privatisation, désagrégation – a été entendue par tous, il reste à comprendre quelles ont été les bases sociales de ces changements. Reste aussi à analyser plus en détail leurs effets réels. Et après quinze ans de politiques libérales et de destructions sociales, il faut examiner les nouveaux clivages qui apparaissent à l'Est, et qui démontrent que le règne du capital sans frontières et du libéralisme n'a été en état de produire ni la cohésion sociale ou régionale, ni le progrès pour tous, ni la paix et la stabilité.

### Alternances sans alternatives

Sans analyser pays par pays les politiques de « transition » après 1989, on peut les résumer autour de quelques grands axes idéologiques, sociaux et économiques. Partout, à des rythmes différents et à de rares exceptions près (Biélorussie, Ouzbékistan, Yougoslavie pour un temps, et Slovénie dans une certaine mesure), les pouvoirs politiques d'après 1989, qu'ils soient d'origine

« communiste » ou « dissidente », ont procédé à la vente rapide et généralement sous-évaluée des fleurons industriels de leur économie et à la mise en faillite des entreprises ou des exploitations agricoles collectives. Le désengagement, la décentralisation et la privatisation sont allés de pair avec le démantèlement d'une grande partie des services publics et des instruments de stabilité sociale. Parfois, pour légitimer ces politiques, on s'est contenté de recourir aux argumentations libérales, mais ailleurs il a été nécessaire d'utiliser les sentiments ethno-nationalistes ou ethno-religieux. Il ne s'agissait pas de réhabiliter la nation comme élément de solidarité sociale, mais comme facteur de séparation avec d'anciens partenaires appauvris.

De même, le retour de la religion ne visait pas à redécouvrir le souffle universaliste et justicier des anciens prophètes, mais à légitimer ce repli ethnociste sur la base de rituels de différenciation avec ses anciens concitoyens. Tous ces processus mis ensemble, ont abouti au démantèlement des grandes fédérations multi-ethniques (URSS, Yougoslavie, Tchécoslovaquie) créées avant même le socialisme. Dans les États « mono-ethniques », les politiques libérales ont reconstitué d'anciennes différences régionales. Et partout les clivages sociaux sont réapparus. La grande pauvreté côtoie désormais la richesse la plus voyante, avec leurs corollaires (criminalité, drogue, prostitution, clanismes, épidémies, vagabondages, sous-alimentation, baisse du niveau d'instruction et de santé, etc.). Les États de la région ont également presque tous connu la course vers la recherche de

« nouveaux protecteurs » chargés de garantir la pérennité des nouvelles-anciennes élites. Sur le plan sécuritaire, cela est passé par l'allégeance systématique aux États-Unis et à leur bras européen, l'Otan. Sur le plan socio-économique, ce fut la course à l'adhésion ou tout au moins à l'association avec l'Union européenne. Les nouveaux systèmes politiques ont certes permis la généralisation de la liberté individuelle, mais avec le

formations politiques sans accès aux moyens financiers et médiatiques et campagnes de criminalisation d'un « communisme » mythifié en tant qu'idéologie désincarnée. Gangrenés et subvertis de longue date de l'intérieur, les partis communistes n'ont que rarement été un lieu où ont pu se rassembler ceux qui contestaient ces évolutions. Hormis en Tchéquie, les partis communistes se sont soit laissés désintégrer, soit transformés en relais « sociaux-libéraux » des politiques capitalistes. Dans certains pays, des forces communistes consistantes ont pu se reconstituer (Russie,

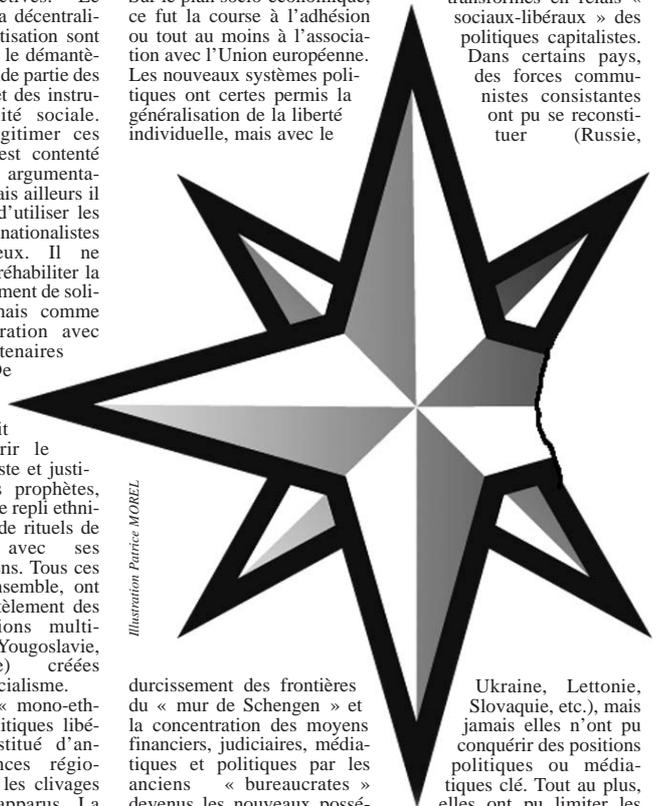


Illustration Patrice MOREL

durcissement des frontières du « mur de Schengen » et la concentration des moyens financiers, judiciaires, médiatiques et politiques par les anciens « bureaucrates » devenus les nouveaux possédants. Partout, il y a eu création d'un « système d'alternances sans alternatives » avec inégalité de moyens économiques pour les partis politiques, utilisation des « courroies de transmissions » syndicales et associatives en agents du nouveau système, instauration de seuils électoraux éliminatoires pour les

Ukraine, Lettonie, Slovaquie, etc.), mais jamais elles n'ont pu conquérir des positions politiques ou médiatiques clé. Tout au plus, elles ont pu limiter les excès des politiques libérales. Elles ne sont même pas parvenues à bénéficier de la nostalgie généralisée que l'on rencontre dans les sociétés de l'Est à l'égard du « socialisme réel ». Le communisme n'apparaît en effet plus aujourd'hui à l'Est comme une chimère et/ou un crime, tel qu'on a voulu le

faire croire après 1989, mais il n'est toujours pas perçu comme un projet alternatif crédible.

Les prémices d'une résistance

Si on a pu un temps désigner certains pays « en transition » comme de « bons élèves », cette flatterie ne joue plus. Car même les « exemples » hongrois, polonais, tchèque, slovène ou estonien, sont trop rares pour être parlant, et derrière leur vernis consumériste, l'assainissement du fonctionnement de certaines entreprises ou la reconnaissance des libertés individuelles, on sait que seules des minorités, parfois assez nombreuses, ont profité des changements de 1989. Et dans le décalage entre l'Europe occidentale et les « nouveaux adhérents » dont on a tant parlé, bien peu ont mentionné l'augmentation de la distance entre les niveaux économiques qui s'est opérée dans la foulée du démantèlement du socialisme.

Même si la reconstitution d'une sensibilité sociale radicalement progressiste est en cours, ce processus n'en est qu'à ses débuts. C'est donc dans le brouillard et dans le vide qu'on observe les prémices d'une résistance effective aux effets de l'effondrement.

Car le capitalisme généralisé n'a réussi nulle part à instaurer la stabilité pour les peuples, y compris pour



Les profiteurs du système, d'où leur recours aux « vieilles recettes » de fuite en avant, de guerres, d'exploitation des ethnicismes et des sectarismes. Et si l'absence ou la trop lente réémergence d'une vision d'avenir critique du capitalisme globalitaire retarde la montée d'une alternative sociale et politique, partout il y a un retour de l'exigence d'État. En Europe centrale, on a pour le moment, réussi à canaliser ce sentiment en présentant l'Union européenne comme une structure « idéale ». Plus à l'Est cependant, et malgré les promesses « démagogiques » faites au cours de la « Révolution orange » en Ukraine, ces espoirs ne sont pas crédibles. Ceci explique le refus de la masse des Biélorussiens de s'engager dans une « Révolution fleurie téléguidée », et ce quelque soient leurs sentiments envers le régime autoritaire du prési-



Le mur de Berlin aujourd'hui (Photo Yann Forger)

dent Louka-chenko. Car il garantit la reconstruction des liens économiques eurasiens, nécessaires au maintien du minimum de garanties sociales encore en vigueur à Minsk. Cela explique pourquoi les communistes biélorussiens se sont scindés en deux partis.

### Besoin d'État

Mais c'est en Russie que le phénomène contradictoire en soi, de « reconstruction de l'État » est le plus notable. Car si les communistes russes ont réussi à restaurer en partie leur légitimité dans la société après 1991, ils ne sont pas parvenus à redevenir une force visionnaire



Bush et Poutine (Photo DR)

d'avant-garde. Le besoin d'État a donc amené Poutine au pouvoir. Celui-ci a prolongé les tentatives de reconstruction d'une puissance publique minimum, très faiblement sociale, mais garantissant un minimum

de stabilité existentielle. Il a aussi prolongé la vision d'Andropov et de Primakov d'une puissance eurasiatique, indépendante des *diktats* de Washington. Il suffit de lire *Le Grand échiquier* de Z. Brzezinski pour savoir que les États-Unis ne toléreront jamais aucune Russie, fut-elle capitaliste. Ils poussent à son morcellement en micro-entités soumises aux caprices des nouveaux khans mongols globalisés. Les « occidentalistes » russes étaient prêts dans ce contexte en 1991 à rejeter d'abord les républiques soviétiques musulmanes d'Asie centrale, ce qu'ils ont fait avec Eltsine, puis les éléments non slaves et non « chrétiens » de Russie même, d'où leur « alliance objective » avec les séparatistes, les terroristes sectaires du Caucase, particulièrement tchéchènes, et leur appui à la conclusion d'un « partenariat » russo-étatsunien, etc. Mais toutes ces pilules amères que Poutine avait accepté un temps d'avaler n'ont pas fait pour autant de Moscou un « allié » aux yeux de Washington, ce qui est apparu clairement au moment de l'installation de bases US en Asie centrale et dans les pays baltes, puis au cours des « Révolutions interflora » en Géorgie, en Ukraine, au Kirghizstan. D'où

la remontée sur la scène internationale de la Russie depuis l'agression contre l'Irak. L'histoire n'est pas jouée. La Russie, qui était en passe de se déliter en multiples « principautés » à la fin de l'ère Eltsine, a finalement résisté. L'État s'est reconstitué sous l'égide de l'autoritaire Poutine. Quoiqu'on pense de sa politique, il faut constater qu'elle a réussi à s'appuyer sur le refus national et populaire russe de poursuivre le processus qui a mené la Yougoslavie, l'URSS et la Tchécoslovaquie à la disparition. D'où la popularité de Poutine, malgré sa politique souvent peu, voire anti-sociale. D'où la cassure l'année dernière, comme précédemment en Biélorussie, des communistes en deux partis, l'un rassemblant des sociaux-démocrates et des « néo-bolcheviks » pro-Poutine et l'autre des sociaux-démocrates et des « néo-bolcheviks » favorables à l'élargissement de la démocratie parlementaire. Poutine a liquidé à l'intérieur les « féodalités » héritées de la période soviétique finissante et de Eltsine : domestication des oligarques, suppression des « principautés autonomes » régionales, poursuite de la sale guerre de Tchétchénie, ... avec l'appui des musulmans « eurasiens » de Russie (15 % de la population russe est d'ascendance musulmane) et des États de l'Organisation de la conférence islamique (Oci) à la recherche d'un contrepois face à l'hégémonie planétaire des USA. Et c'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la demande d'adhésion de la Russie à l'Oci faite par Poutine en personne en Malaisie, c'est-à-dire dans le pays qui aujourd'hui, avec Cuba, organise la célébration du soixantième anniversaire de la conférence de Bandung et la reconstruction du Mouvement des non-alignés. L'histoire n'est pas jouée. Elle est pleine de contradictions (ce que les marxistes sont censés savoir) et aucune téléologie n'est recevable sans accepter que reculs et avancées se succèdent et se superposent.

Bruno Drweski

## En ques-

la remontée sur la scène internationale de la Russie depuis l'agression contre l'Irak.

### L'histoire n'est pas jouée

La Russie, qui était en passe de se déliter en multiples « principautés » à la fin de l'ère Eltsine, a finalement résisté. L'État s'est reconstitué sous l'égide de l'autoritaire Poutine. Quoiqu'on pense de sa politique, il faut constater qu'elle a réussi à s'appuyer sur le refus national et populaire russe de poursuivre le processus qui a mené la Yougoslavie, l'URSS et la Tchécoslovaquie à la disparition. D'où la popularité de Poutine, malgré sa politique souvent peu, voire anti-sociale. D'où la cassure l'année dernière, comme précédemment en Biélorussie, des communistes en deux partis, l'un rassemblant des sociaux-démocrates et des « néo-bolcheviks » pro-Poutine et l'autre des sociaux-démocrates et des « néo-bolcheviks » favorables à l'élargissement de la démocratie parlementaire. Poutine a liquidé à l'intérieur les « féodalités » héritées de la période soviétique finissante et de Eltsine : domestication des oligarques, suppression des « principautés autonomes » régionales, poursuite de la sale guerre de Tchétchénie, ... avec l'appui des musulmans « eurasiens » de Russie (15 % de la population russe est d'ascendance musulmane) et des États de l'Organisation de la conférence islamique (Oci) à la recherche d'un contrepois face à l'hégémonie planétaire des USA. Et c'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la demande d'adhésion de la Russie à l'Oci faite par Poutine en personne en Malaisie, c'est-à-dire dans le pays qui aujourd'hui, avec Cuba, organise la célébration du soixantième anniversaire de la conférence de Bandung et la reconstruction du Mouvement des non-alignés. L'histoire n'est pas jouée. Elle est pleine de contradictions (ce que les marxistes sont censés savoir) et aucune téléologie n'est recevable sans accepter que reculs et avancées se succèdent et se superposent.

## AUSSI :

### Grève de la faim à Guantanamo

Des prisonniers du camp étatsunien de Guantanamo à Cuba ont entamé une nouvelle grève la faim et certains ont menacé de se laisser mourir s'ils ne sont pas jugés ou libérés. Incarcérés dans des conditions désastreuses qui ne tiennent aucun compte de la Convention de Genève, les prisonniers de Guantanamo subissent des vexations et des tortures quotidiennes.

### Du nouveau à l'est

Ça bouge en Allemagne. Au cours de l'été, le rapprochement entre la gauche social-démocrate (conduite par Oskar Lafontaine qui avait déjà soutenu le Non français au Traité constitutionnel européen) et le Pds (des ex-communistes) a franchi une étape décisive. La loi électorale allemande interdisant les alliances entre partis, il a été décidé, après consultation des adhérents du Wasg (le nouveau mouvement de la gauche socialiste) et un congrès exceptionnel du Pds, de former un nouveau parti : le

Linkspartei, (le Parti de la gauche), en prévision des législatives du 18 septembre. La base de rassemblement est l'opposition à la mondialisation ultra-libérale et à la politique de Schröder. Les sondages créditent ce nouveau parti (dont les candidats pourront conserver la référence à leur formation d'origine) d'environ 8 % à l'ouest et presque 30 % à l'est. Cette nouvelle formation semble susciter un vrai regain d'intérêt pour le débat politique et les partis de gauche enregistrent des milliers d'adhésions. Les communistes du Dkp soutiennent ce processus qui permettrait d'affirmer un courant national à la gauche du Spd dont la politique a fait le lit de la droite. Affaire à suivre...

Er ist der Kanzler der BR  
**SCHRÖDER MUSS WEG**  
Für eine...



Suppression d'emplois chez Volkswagen  
Le groupe automobile Volkswagen va supprimer plusieurs milliers d'emplois en Allemagne pour redresser ses résultats, notamment sur son site



historique de Wolfsburg. Le patron n'a pas donné de chiffres mais pointe « un surplus de main d'œuvre de plusieurs milliers de salariés ». Selon l'hebdomadaire *Der Spiegel*, ce serait plus de 10 000 emplois qui seraient visés, soit 10 % des effectifs de l'Allemagne. La direction souhaite aussi imposer plus de flexibilité à ceux qui resteront et revoir les salaires à la baisse. L'an dernier, Volkswagen avait déjà supprimé 5 000 emplois.

« Kat à strophes »

# Bush, Katrina et les pauvres

Le cyclone Katrina a complètement ravagé le Sud des Etats-Unis. Pour les démunis, on n'avait tout simplement pas prévu de plan d'évacuation. Il a fallu attendre trois jours pour que Bush se décide à interrompre ses vacances et évalue l'ampleur de la catastrophe du haut de son avion.

Les victimes du cyclone Katrina en Louisiane sont désespérées et furieuses à la fois. « Ils nous traitent comme des bêtes », a déclaré Angela Perkins. « Pourquoi ne nous envoient-ils pas en Afrique tant qu'ils y sont. » « Nous avons l'impression d'être une horde de rats. C'est du moins la manière dont ils nous traitent », se plaint Earle Young, cuisinière de 31 ans, qui attend sur un bus avec... 10 000 autres personnes.

Le cyclone Katrina a démontré combien la nature pouvait être puissante... mais il a surtout montré que les autorités américaines ne sont pas au service des simples gens ni de les protéger. En effet, la catastrophe avait été annoncée depuis longtemps déjà, mais les autorités US n'avaient pris pratiquement aucune mesure de prévention. Les 500 000 habitants de la Nouvelle Orléans ont tout simplement reçu l'ordre de quitter la métropole. Comment ? De quel côté ? Pour combien de temps ? Qui les accueillerait ? A eux de deviner. Car il n'existe pas de plan catastrophe pour l'évacuation totale de la ville. De 50 à 100 000 personnes n'ont pu quitter la ville. La plupart parce qu'ils n'avaient pas de véhicule ou parce qu'ils ne pouvaient payer leur ticket de bus. En effet, un habitant sur quatre en Nouvelle Orléans est pauvre. 44 % des enfants qui habitent dans cette grande ville des Etats-Unis

vivent sous le seuil de la pauvreté. Et parmi la population de race noire – soit 70% – le degré de pauvreté est trois fois plus élevé que chez les Blancs.

D'autre part, on n'a pratiquement rien prévu en ce qui concerne l'accueil des malades et des réfugiés. L'immense stade Superdome est le théâtre d'un chaos dantesque, les hôpitaux ne savent plus quoi faire, les provisions d'eau et de nourriture, les stocks de couvertures et de médicaments sont tout à fait insuffisants. Des milliers de personnes sont sans manger ni boire depuis trois, parfois même quatre jours...

La terrible catastrophe à la Nouvelle-Orléans démontre encore une fois à quoi a abouti cette société du modèle américain où le profit est plus important que les gens : c'est une société où les riches sont protégés et évacués, mais où la vie des pauvres, surtout des noirs, n'ont aucune valeur. Une société où toute forme de sociale a été détruite et où tous les principes de solidarité ont été éliminés.

Terry Ebbert, directeur des opérations de secours à La Nouvelle-Orléans fait amèrement remarquer : « C'est un scandale national. L'agence fédérale pour la lutte contre les catastrophes naturelles se trouve ici depuis trois jours déjà et ils n'ont toujours pas uniformisé leur QG et leur contrôle ».

## Les scandaleuses priorités de Bush

Les critiques à l'égard de Bush vont crescendo. En effet, lui et son équipe seraient directement responsables de la mort de milliers d'Américains pauvres. L'agence fédérale chargée de lutter contre les catastrophes naturelles – la Federal Emergency Management Agency ou FEMA – avait déjà reçu l'ordre en avril 2001 d'économiser et de privatiser. En mars 2003, elle a été transférée au ministère de la Sécurité intérieure dont la principale tâche est de lutter contre le « terrorisme ».



Photo DR

La côte du Mississippi aurait dû être restaurée depuis longtemps déjà. La somme prévue au départ s'élevait à 14 milliards de dollars mais Bush a ramené ce montant à 1,2 milliards de dollars. En juin 2004, on a également fait dans le budget prévu pour la construction de digues autour de la Nouvelle Orléans une coupe de 71 millions de dollars, soit une réduction de moitié. Walter Maestri, directeur des services de lutte contre les catastrophes naturelles du quartier de Jefferson, a alors déclaré : « Visiblement cet argent est allé à la sécurité intérieure et à la guerre en Irak. Je suppose que c'est le prix à payer. »

Washington a envoyé 150 000 soldats en Irak et souhaiterait en envoyer d'autres. L'occupation de l'Irak coûte aux Etats-Unis 200 millions de dollars par jour – soit plus que le budget annuel nécessaire pour le renforcement des digues en Nouvelle Orléans. Kathleen Blanco, gouverneur de la Louisiane, a déclaré que le gros de la Garde nationale de sa ville, qui aurait dû se charger des opérations de sauvetage, se trouvait en Irak. Ils se trouvent au Camp Liberty (sic), à proximité de Bagdad. Les agents de police du Mississippi ont rejoint la 2<sup>e</sup> Force d'expédition des marines en Irak. Au lieu de sauver des vies humaines dans leur propre pays, ils sont obligés d'en détruire en Irak. Lorsque les 3700 membres de la garde nationale de Louisiane sont partis en Irak en octobre 2004, le Lt. Colonel Pete Schneider a déclaré : « Ils emportent leurs véhicules spéciaux, leurs générateurs et tout leur matériel. Mais ce matériel, on en a besoin ici ». En août, Schneider avait mis en garde contre une crise en Louisiane et dans les états voisins.

Le cyclone Katrina a provoqué une effroyable catastrophe mais si la catastrophe a pu atteindre pareille ampleur c'est

parce qu'un cyclone plus ravageur encore s'abat sur les Etats-Unis et le monde entier. Ce cyclone c'est George W. Bush. Les communistes américains exigent dès lors la fin de la guerre en Irak et le rapa-



Photo DR

triement immédiat des soldats américains.

## Cuba : on peut éviter la catastrophe

A un bon millier de kilomètres de la Nouvelle Orléans, se trouve la Havane, la capitale de Cuba. Cette île des Caraïbes est régulièrement dans le collimateur des tempêtes tropicales. Au début du mois de juillet, le cyclone Dennis s'est abattu sur Cuba. C'était un cyclone de puissance 4, tout comme Katrina. Mais les autorités cubaines sont parvenues à faire évacuer à temps et avec ordre 1,5 millions de personnes de sorte que seules 16 personnes ont perdu la vie. Lors du cyclone Ivan, le cinquième cyclone le plus puissant qui ait jamais frappé les Caraïbes, ce sont deux millions de personnes qui ont pu être évacuées, dont 100.000 au cours des trois premières heures.

Si le nombre de victimes lors de catastrophes naturelles est si faible à Cuba, c'est grâce à l'efficacité de son système de

prévention, a déclaré l'Undp, le programme de développement des Nations Unies. Il n'y a pas que l'armée et la protection civile qui sont impliquées mais aussi toutes les organisations sociales (syndicats, comités de quartier, coopératives,...). « Une chose que nous n'avons pu réaliser que grâce à notre système social », a déclaré Astull Castellanos membre de la Protection civile cubaine. En juin, se tenait à La Havane une conférence internationale sur ce thème. Jan Engeland, sous-secrétaire général des Nations Unies pour les Affaires humanitaires, a qualifié le système de prévention des catastrophes naturelles du gouvernement de Fidel Castro de modèle à suivre pour tous les pays de la région.

## En guerre contre les pauvres

Au cours des trois premiers jours, la plupart des gens n'ont reçu aucune aide. Quant à l'armée, elle était totalement absente. Après une attente interminable, les gens affamés se sont mis à la recherche de nourriture. Des centaines de



personnes ont commencé à voler des marchandises de première nécessité dans les magasins : nourriture, eau, savon, vêtements. Dans ce chaos total, certains petits groupes se sont mis à piller les magasins.

Judi, Bush a donné l'ordre de « procéder à l'arrestation pure et simple de tous les pillards ». À La Nouvelle-Orléans, l'état de siège a été décrété. Pratiquement tout le corps de police, au total 1500 hommes se sont entendus dire qu'ils devaient cesser les opérations de sauvetage. Ainsi, plutôt que de donner la priorité au sauvetage des victimes, les autorités ont déclaré la guerre aux pauvres. Le gouverneur Kathleen Blanco a menacé : « 300 soldats de la garde nationale viennent juste de rentrer d'Irak. Ils ont une certaine expérience des combats. Ils rétabliront l'ordre dans les rues. Ils ont des M-16 prêts à tirer. Ces troupes savent comment tirer et tuer et elles sont plus que jamais prêtes à le faire ».

Bert De Belder  
et Tony Busselen

**Aide de la France**  
La France a proposé son aide aux autorités états-uniennes dépassées par les conséquences du cyclone Katrina qui vient de dévaster la Louisiane et le Mississippi. Le pays le plus puissant de la planète fait la preuve de sa totale incapacité à prévenir les catastrophes. Il fait également la preuve de l'incurie d'un système basé sur l'individualisme et le moins d'Etat. Mais les riches peuvent se rassurer : à la Nouvelle Orléans, un bataillon de 300 soldats de retour d'Irak à l'autorisation de tirer à vue sur les pillards et de les tuer. Vive le libéralisme !

**Le cinéaste Michael Moore vient d'écrire au Président Bush à propos de la catastrophe liée au cyclone Katrina et à l'incurie de son gouvernement pour secourir les victimes.**

Cher Monsieur Bush !

*Où sont tous vos hélicoptères ? En avez-vous la moindre idée ? Nous en sommes au cinquième jour du cataclysme Katrina et des milliers de personnes sont toujours coincées dans la Nouvelle Orléans ; il faudrait les hélitreuiller. Bordel ; où avez-vous bien pu égarer tous vos hélicoptères militaires ? Vous avez besoin d'aide, pour les retrouver ? Une fois, j'ai perdu ma bagnole dans un parking Sears. Eh ben, mec, quelle histoire ça a été !*

*Ah, et puis aussi, tous les soldats de notre garde nationale, vous savez où ils sont passés ? On pourrait vraiment les utiliser, là, tout de suite, pour le genre de choses qu'ils se sont engagés à faire, style « contribuer à des opérations de secours en cas de catastrophe nationale ». Comment se fait-il qu'ils n'étaient pas là, pour commencer ?*

*Jeudi passé, j'étais dans le sud de la Floride. J'étais assis, dehors, quand l'œil du cyclone Katrina m'est passé au-dessus de la tronche. Ce n'était encore qu'un cyclone de force 1, mais ça a été déjà assez dur. Il y a eu onze morts et encore aujourd'hui, certains foyers n'avaient toujours pas d'électricité. Ce soir-là, le présentateur de la météo a dit que ce cyclone se dirigeait vers la Nouvelle Orléans. Or, ça, c'était quand même jeudi passé ! Personne ne vous a rien dit ? Je sais bien que vous ne voulez interrompre vos vacances sous aucun prétexte et je sais aussi que vous n'aimez pas les mauvaises nouvelles. Et puis, en plus, vous deviez aller à des ventes de charité et vous aviez des mères de soldats tués en Irak à ignorer et à trainer dans la boue. Une chose est sûre : vous lui avez rivé son clou, à l'autre, là !*

*J'ai particulièrement apprécié quand, le lendemain du cyclone, au lieu de vous envoler pour la Louisiane, vous êtes allé à San Diego faire la fête avec vos potes du business. Ne permettez pas que les gens vous critiquent à cause de ça - après tout, le cyclone était TERMINÉ, et qu'est-ce que vous auriez bien pu faire : boucher la brèche dans la digue ? Comment ? Avec votre doigt ?*

*Et n'écoutez pas ces gens qui, dans les jours à venir, révéleront comment vous avez réduit spécifiquement le budget des militaires du génie de la Nouvelle Orléans, cet été, pour la troisième année consécutive. Vous n'avez qu'à leur dire que, même si vous n'aviez pas supprimé les budgets d'entretien de ces digues, il n'y aurait pas eu d'ingénieurs du génie pour les réparer, de toute manière, parce que vous aviez un chantier beaucoup plus important à leur proposer : LA CONSTRUCTION DE LA DEMOCRATIE EN IRAK !*

*Au troisième jour du désastre, quand vous vous êtes enfin décidé à quitter votre villégiature de vacances, je dois dire que j'ai été ému par la manière dont vous avez demandé au pilote de votre avion privé présidentiel Air Force One de descendre au-dessous des nuages, pour que vous puissiez voir la Nouvelle Orléans, et que vous puissiez vous faire une idée rapide du désastre. Eh quoi, je sais bien que vous ne pouviez pas vous arrêter, empocher un porte-voix, monter sur une ruine quelconque et jouer le rôle du commandant en chef. Moi avoir été là-bas. Moi l'avoir fait. Bien sûr, il va y avoir des gens qui vont essayer de politiser cette tragédie et de l'utiliser contre vous. Laissez simplement vos communicateurs faire de la diversion. Ne répondez à aucune attaque. Même ces maudits scientifiques qui ont prédit que cela arriverait parce que l'eau du Golfe du Mexique ne cesse de se réchauffer et que cela rend inévitable un ouragan comme celui qui vient de se produire. Ignorez-les, eux et toutes leurs poules mouillées du réchauffement planétaire. Il n'y avait rien d'inhabituel dans cet ouragan qui était tellement large que c'est comme si on s'était pris une tomade de force 4 qui se serait étendue de New York jusqu'à Cleveland.*

*Non, Monsieur Bush, vous continuez comme si de rien n'était. Après tout, vous n'y êtes pour rien, si 30 % de la population de la Nouvelle Orléans vit au-dessous du seuil de pauvreté et si des dizaines de milliers d'habitants n'avaient pas de moyen de transport qui leur aurait permis de sortir de la ville. Déconnez pas : y sont black ! J'veux dire, c'est pas comme si ça s'était passé à Kennebunkport. Vous imaginez : laissez des Blancs sur leur toit, pendant cinq jours ? Ne me faites pas rire ! La race n'a rien, absolument RIEN à voir avec cette histoire !*

*Restez où vous êtes, Monsieur Bush. Contentez-vous de trouver quelques-uns de vos hélicos militaires et envoyez-les là-bas. Facile : vous n'avez qu'à faire comme si les gens de la Nouvelle Orléans et la côte du Golfe du Mexique se trouvaient du côté de Tikrit.*

Bien à vous,

**Michael Moore**

<http://www.MichaelMoore.com>

*P.s : Cette mère collante, Cindy Sheehan, n'est plus dans votre ranch. Avec des dizaines d'autres proches de soldats morts dans la guerre en Irak, elle sillonne le pays, s'arrêtant dans de nombreuses villes sur son parcours. Vous pourriez peut-être les rattraper avant qu'ils n'arrivent à Washington, le 21 septembre.*

Presse

# Société en crise, médias en crise

**Rôle de la presse aujourd'hui**

*Le Manifeste* avait lancé une table ronde sur le rôle de la presse aujourd'hui. L'été n'a pu laisser à ceux que nous avions sollicités le temps ou le loisir de répondre. Le Snj-Cgt l'a fait, nous publions donc sa contribution.

Quand une société est en crise, comme c'est le cas aujourd'hui en France, les médias sont aussi en crise, parce qu'ils en sont le reflet.

La période actuelle est marquée par une accentuation très nette du développement du vieux capitalisme ripoliné et rebaptisé libéralisme à la suite d'un glissement sémantique. Mais la période actuelle est aussi marquée par le rejet de plus en plus marqué des politiques antisociales par les citoyens. On l'a vu avec les fortes mobilisations à propos de la réforme des retraites, notamment.

Le rejet du libéralisme et de la politique gouvernementale s'est manifesté par les défaites de la droite aux dernières élections et par la victoire du non au référendum sur le projet de traité constitutionnel européen malgré un matraquage médiatique sans précédent.

Dans ce dernier cas, les médias n'ont pas joué leur rôle d'éclairer des citoyens, expliquant les enjeux de la consultation. Les médias ont eu un comportement idéologique, à quelques rares exceptions près.

Est-ce étonnant quand le niveau de concentration des médias atteint un tel niveau ? Quand les connivences sont aussi évidentes ? Quand les puissances financières et industrielles contrôlent tous les rouages de la communication écrite et audiovisuelle ?

Les nouveaux maîtres des médias ont depuis longtemps abandonné les méthodes héritées de la guerre froide pour leur substituer des techniques de persuasion plus complexes et plus intimes. Les journalistes sont invités à se transformer ainsi de façon insidieuse en agents de communication au service des intérêts des milieux financiers et indus-

triels. Ils sont invités non pas à être critique mais à « tendre le micro » à ceux qui sont sensés prêcher la bonne parole. C'est ainsi que l'on assiste à un déferlement de sujets dans tous les médias autour du

ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, de celle qui est encore son épouse, de son fils, de ses déplacements, de ses petites phrases, etc. On appelle cela la « peoplisation » de l'information.

Le résultat du référendum a montré, heureusement, les limites de ces nouvelles méthodes de persuasion des masses. D'autant que les sondages ont amené les responsables éditoriaux à abandonner toute retenue au fil des semaines et à marteler des arguments fallacieux de façon si grossière que la manœuvre s'est retournée contre eux.

Est-ce à dire que les journalistes, victimes de politiques libérales, sont impuissants face à une telle colonisation des médias ?

Assurément non. On l'a vu au cours de la campagne référendaire : les mouvements de protestation ont aussi gagné les rédactions. L'ampleur de la campagne pour « une information impartiale et pluraliste » est venue démontrer que la profession ne supportait pas plus que les autres citoyens cette confiscation de l'ensemble des médias par la caste des possédants.

La protestation a aussi gagné les rédactions dont certains estimaient qu'elles étaient acquises aux idées dominantes. Ce fut le cas, par exemple, au *Figaro* où Serge Dassault a dû abandonner

l'idée de publier un appel, au nom du journal, à voter oui : il avait osé demander à « ses » journalistes de démarcher les personnalités devant figurer au bas de cet appel.

Le malaise des citoyens est aussi celui de la majorité des membres de la profession de journalistes, qui n'aspirent qu'à une chose : faire leur travail de la façon la plus honnête possible. De très nombreux journalistes ne supportent plus le discrédit de leur profession. Ils admettent de moins en moins d'être identifiés à leur titre ou à leur chaîne.



Illustration: DK

L'écart vertigineux entre les aspirations des citoyens d'avoir accès à une information complète et impartiale et la réalité est tel que les médias perdent des lecteurs, des auditeurs, des téléspectateurs. Tous les médias s'enfoncent dans la crise et les journalistes en sont les victimes : ils sont précarisés ou affligés par le travail que leurs hiérarchies exigent d'eux.

Le malaise est profond et la lutte syndicale pour affirmer le droit constitutionnel à l'information est âpre. Les journalistes ont cependant compris une chose : ils ne gagneront cette bataille pour le droit à l'information seuls. C'est pourquoi ils sont de plus en plus nombreux à choisir la voie de la lutte syndicale et, notamment, à la Cgt.

**Syndicat National des Journalistes Cgt**

Communisme

# Dimitrov et le Front populaire

Le 2 août 1935, Georges Dimitrov, secrétaire de l'Internationale communiste, ouvre un nouveau chapitre de la lutte politique. Il rompt avec la tactique dite de « classe contre classe ». Il révolutionne non seulement les modes d'action du mouvement communiste, mais aussi ses objectifs immédiats. Plus encore, il récuse le bolchevisme et corrige des conceptions marxistes. Le temps est, si l'on peut dire, à la révision générale.

défense d'un révolutionnaire. Georges Dimitrov obtient son acquittement. Van Lubbe sera fusillé.

N'omettons pas pourtant que le procès se déroule encore sous la république de Weimar, le III<sup>e</sup> Reich étant promulgué l'année suivante.

Il n'empêche, Dimitrov s'est battu. Il a vaincu. Il accuse Göring d'être l'auteur de l'incendie

et d'avoir manipulé van Lubbe. Il cite Goebbels comme témoin.

À cette occasion, il acquiert une dimension considérable. Après sa libération, à laquelle l'Union soviétique n'est pas étrangère, Dimitrov est nommé secrétaire général de l'Internationale communiste. Il jouit d'un véritable prestige

Par ailleurs, son idée rencontre un désir socialisé, massif, qui déborde les organisations. La réconciliation – elle se mute à cette occasion en idéologie – des



[...] Georges Dimitrov obtient son acquittement. Van Lubbe sera fusillé [...] (Photo DR)

deux composantes ouvrières a précédé sa théorisation. En 1934, divers mouvements en Europe anticipent, de fait, le Front populaire. En Espagne, en Autriche et en France, l'unité d'action s'est imposée.

## Que change le Front populaire ?

Il révolutionne les approches politiques. Les alliances, autrefois prônées à la base avec le Front unique, s'effectueront au sommet sur la base d'un programme minimal. Ces accords excèdent les partis ouvriers et intègrent les représentants des couches intermédiaires. C'est pourquoi, en France comme en Espagne,



Photo DR

Avant de prononcer le discours qui lance le Front populaire, il s'est entretenu avec Staline. Celui-ci se serait rapidement laissé convaincre de la nouvelle orientation que doit emprunter la III<sup>e</sup> Internationale pour tenter d'endiguer l'expansion fasciste.

Il ne s'agit moins de promouvoir une nouvelle voie d'accession au pouvoir pour les communistes, au contraire, mais autant qu'il se peut de s'assurer d'alliances sur le plan international et de créer un mouvement populaire susceptible de les favoriser, fut-ce au prix d'un ajournement. L'URSS est menacée par le Japon et par l'Allemagne. Elle est la patrie de la révolution. Paradoxe, le pragmatisme stalinien décide d'un printemps ou d'un été des peuples qui déjouent les calculs glaciaux. Tout d'abord, le Front populaire réconcilie, par le haut, les deux principaux partis représentants la classe ouvrière. C'est une innovation, car les bolcheviks n'ont cessé de dénoncer la social-démocratie.

Elle représente un frein aux transformations radicales. Et entre les deux courants, le contentieux est lourd. Il est de bon ton, aujourd'hui, de souligner la terreur communiste. Elle fut incontestable. Mais c'est faire bien peu de cas des gouvernements sociaux-démocrates d'Allemagne et d'Autriche qui se sont livrés à des massacres d'ouvriers et de révolutionnaires. C'est faire peu de cas du soutien des partis sociaux-démocrates à la tuerie généralisée de 14-18, au nom des intérêts nationaux.

L'accession de Hitler à la chancellerie va contribuer à changer la donne.

La défaite du plus puissant des partis communistes d'Occident sonne le glas d'une position sans nuance qui veut que l'on amalgame la social-démocrate au fascisme. Georges Dimitrov avait été chargé par l'Internationale de « suivre » le Dkp avant que les nazis ne l'emportent.

Il est donc à Berlin, clandestinement, à l'époque où des dirigeants comme Thaelmann considèrent que le danger

principal provient non pas du nazisme mais des sociaux-démocrates. Le passé plaide en sa faveur. Le présent comme le futur démentiront bientôt ses appréciations. L'aveuglement s'est transformé en tragédie, mais la cécité, en l'occurrence, est partagée : l'unité des communistes et des socialistes, si elle se dessine, n'est pas encore programmée. Mais ce qui se règle, par un compromis, avec le Front populaire, c'est le revers de la vague révolutionnaire de 1918.

C'est à Berlin, aux lendemains de la victoire hitlérienne aux élections, que Georges Dimitrov est arrêté. Les autorités l'accusent d'avoir voulu incendier le Reichstag, prélude d'une insurrection générale.

Difficile de résumer le procès de Leipzig en quelques lignes. Il suscite une émotion internationale.

L'Internationale communiste le transforme en un combat pour la démocratie, quitte à sacrifier van Lubbe, co-accusé de Dimitrov, sur l'autel de la



[...] Georges Dimitrov est arrêté. Les autorités l'accusent d'avoir voulu incendier le Reichstag [...] (Photo DR)



Photo DR

les radicaux concluent des accords avec les socialistes et les communistes. Maurice Thorez s'est prévalu de cette disposition. Elle lui a été imposée par l'Internationale. Un de ses articles tardifs, c'est-à-dire postérieur à la signature du pacte de non-agression entre la Sfiio et le Pcf parle encore de social-fascisme.

Le Front populaire surseoit à la révolution, du moins dans les termes où elle était pensée jusqu'alors. C'est le reproche que lui adressera Léon Trotski pour qui la stratégie engagée par le Komintern conforte le capitalisme en crise. Il avait critiqué, également, la tactique « classe contre classe ».

Autre transformation d'importance, le rapport à la nation. Pour Marx comme pour Lénine, « Les prolétaires n'ont pas de patrie » et la lutte des classes s'exerce dans un cadre national, cela signifie que la nation n'identifie pas la classe et que ses intérêts ne la contraignent pas.

Là, le 2 août 1935, Georges Dimitrov préconise un « déplacement ». La nation, l'histoire nationale, appartient aux ouvriers et paysans et c'est à partir de celles-ci qu'un combat de classe doit se déployer.

## Pour lui, il y a urgence

Il désigne l'ennemi de classe et le fascisme, la forme politique adoptée par la bourgeoisie à ce moment.

Néanmoins, il nuance son propos. S'il épouse les circonstances, il ne cède pas à l'opportunistisme. Il est convaincu de la nécessité d'une révolution socialiste qui, selon lui, résoudrait vraiment le problème. Il est persuadé que la réappropriation de la nation ne doit pas conduire à épauler une guerre impérialiste. Il récuse le chauvinisme. Et l'unité d'action n'est qu'un degré pour atteindre l'unité politique.

Le Front populaire et les grèves, avec occupation de mai-juin 1936, en France, vérifieront ses pronostics, même à titre restreint.

Les masses se seront emparées d'un projet et l'auront transcendé.

Denis Fernández Recatalá

## Extraits du discours de Georges Dimitrov au VII<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste le 2 août 1935

Pour résoudre cette tâche (plus immédiate du mouvement international du prolétariat : réaliser l'unité d'action de tous les détachements de la classe ouvrière dans la lutte contre le fascisme) avec succès, il est nécessaire pour nous premièrement, que les communistes sachent manier habilement l'arme de l'analyse marxiste-léniniste, en étudiant soigneusement la situation concrète et le rapport des forces de classe, dans leur développement, et qu'ils dressent en conséquence leurs plans d'action et de lutte.

Il est nécessaire d'extirper de la façon la plus implacable cet attachement, trop fréquent chez les communistes, aux schémas factices, aux formules non viables, aux clichés tout faits. Il faut en finir avec l'état de choses où des communistes, dépourvus des connaissances ou des aptitudes nécessaires pour faire une analyse marxiste-léniniste, remplacent cette analyse par des phrases générales et des mots d'ordre généraux, comme « l'issue révolutionnaire de la crise », sans essayer sérieusement d'expliquer dans quelles conditions, sur la base de quel rapport des forces de classe, à quel degré de maturité révolutionnaire du prolétariat et des masses travailleuses, à quel niveau d'influence du Parti communiste, une telle issue révolutionnaire de la crise est possible.

Deuxièmement, nous avons besoin d'hommes très actifs, d'hommes issus de la masse ouvrière, de sa lutte quotidienne, d'action de combat, dévoués sans réserve à la cause du prolétariat, d'hommes qui, de leur énergie et de leurs bras, travailleront à la réalisation des décisions de notre congrès. Sans cadres bolcheviques, léninistes, nous ne résoudrons pas les tâches énormes qui se dressent devant les travailleurs dans la lutte contre le fascisme. Troisièmement, il nous faut des hommes éclairés de la boussole de la théorie marxiste-léniniste, car sans le maniement habile de cette boussole, les hommes tombent dans un étroit praticisme sans horizons, ne trouvent de solutions qu'au jour le jour, perdent de vue la vaste perspective de lutte qui montre aux masses où nous allons et pourquoi, et où nous menons les travailleurs. Quatrièmement, il nous faut une organisation des masses pour faire passer nos décisions dans les actes.

Notre influence idéologique et politique seule ne suffit pas. Nous devons en finir avec l'orientation vers la spontanéité du mouvement, qui est une de nos principales faiblesses.

Nous devons nous souvenir que sans un travail d'organisation, obstiné, long, patient, qui semble parfois ingrat, les masses n'accosteront pas la rive communiste.

Pour savoir organiser les masses, il faut que nous apprenions l'art léniniste de faire de nos décisions le bien non seulement des communistes, mais aussi des plus grandes masses de travailleurs.

Il faut apprendre à parler aux masses non pas la langue des formules livresques, mais la langue des champions de la cause des masses, dont chaque parole, chaque idée reflète les pensées et les sentiments des millions de travailleurs.

Il n'est point de caractéristique générale du fascisme, si juste qu'elle soit par elle-même, qui nous dispensera de la nécessité d'étudier concrètement et de prendre en considération les particularités du développement du fascisme et des formes diverses de la dictature fasciste dans les différents pays et aux différentes étapes. Dans chaque pays, il est nécessaire de scruter, d'étudier, et de découvrir ce que le fascisme a de proprement national, de spécifiquement national, et d'établir, en conséquence, les méthodes et formes efficaces de lutte contre le fascisme.

Lénine nous mettait en garde avec insistance contre la « standardisation, le nivellement mécanique, l'identification des règles de tactique, des règles de lutte ».

Cette observation est particulièrement vraie quand il s'agit de la lutte contre un ennemi qui exploite avec autant de raffinement, autant de jésuitisme les sentiments et les préjugés nationaux des masses ainsi que leur état d'esprit anticapitaliste au profit de l'intérêt du gros capital.

Un tel ennemi, il faut le connaître exactement et sous toutes ses faces.

Ce serait une erreur grossière que d'établir un schéma général du développement du fascisme applicable à tous les pays

et à tous les peuples. Un tel schéma ne nous serait d'aucun secours, il nous empêcherait au contraire de mener la lutte véritable.

On ne saurait croire sérieusement qu'on puisse vraiment réaliser le front populaire antifasciste sans établir l'unité d'action de la classe ouvrière elle-même, qui est la force dirigeante de ce front populaire.

Ainsi, camarades, par rapport à la solution du problème du front prolétarien et du front populaire, on ne peut fournir des recettes universelles pour tous les cas de la vie, pour tous les pays et pour tous les peuples.

L'universalisme dans ces choses-là, l'application des seules



Photo DR

et mêmes recettes à tous les pays, équivaldrait, permettez-moi de vous le dire, à l'ignorance.

Or, l'ignorance, nous devons la combattre même et surtout lorsqu'elle se manifeste sous l'enveloppe de schémas universels.

La pure imitation, la pure et simple copie des méthodes et des formes de travail, même de celles du Parti communiste de l'URSS, dans les pays où domine encore le capitalisme, peut, en dépit de toutes les bonnes intentions, être non pas utile, mais nuisible, comme cela s'est vu assez fréquemment.

C'est précisément par l'exemple des bolcheviks russes que nous devons apprendre, à appliquer de façon vivante et concrète, aux particularités de chaque pays la ligne internationale unique dans la lutte contre le capital, que nous devons apprendre à chasser sans pitié, à stigmatiser, à ridiculiser devant les masses populaires les phrases, les clichés, le pédantisme et le doctrinarisme.

Il est indispensable, camarades, d'étudier sans cesse dans le processus de la lutte, libres et emprisonnés.

Etudier et lutter - lutter et étudier.

Une seule chose manque encore à la classe ouvrière des pays capitalistes : l'unité de ses propres rangs. Puisse donc de cette tribune retentir avec d'autant plus de force dans le monde entier l'appel de combat de l'Internationale communiste, l'appel de Marx, Engels et de Lénine: Proletaires de tous les pays, unissez-vous!

Georges Dimitrov

« Tiersmondialisation » de l'Europe

# L'évolution sociologique et politique de la société française (II)...

Danielle Bleitrach, sociologue, poursuit ici son étude de la société française aujourd'hui. Après avoir analysé le rapport capital/travail, elle s'intéresse à la « tiersmondialisation » de l'Europe.

Et si l'avenir de l'Europe, de la France, ressemblait au présent de l'Argentine ? Dans ce pays lointain où les Sdf, des classes moyennes de hier, dans des vêtements « de marque » usés jusqu'à la trame, ont glissé dans le sous-développement avec une société qui s'était engouffrée avec enthousiasme dans les mirages du néo-libéralisme ?

Attention penser la planète à travers un rapport Nord-Sud ne doit pas occulter des tendances plus fondamentales ! S'il s'agit des États-Unis ou de l'espace européen, imaginer un nord homogène exploitant un Sud tout aussi homogène est une hérésie. Le Nord est travaillé par la mondialisation impérialiste comme le Sud. Le plombier polonais n'y trouvera pas plus son avantage que le chômeur français. Les véritables bénéficiaires des délocalisations sont les multinationales.

## « La vache n'a plus besoin d'être nourrie ! »

Deux phénomènes au moins interviennent pour développer à l'intérieur du Nord, les problèmes Nord/Sud. Le premier est l'installation des grandes multinationales à l'étranger. Plus les entreprises se développent à l'étranger, moins elles ont besoin de soutenir la consommation en payant bien les salariés dans leur pays d'origine. Certains économistes, face à la baisse des salaires, en particulier ceux des moins qualifiés dans les pays du nord, affirment que les salaires ne peuvent baisser indéfiniment même sous la pression du chômage, « Si l'on veut traire la vache, il faut la nourrir », la vache



Photo Patrice MOREL

étant le consommateur salarié, mais selon d'autres économistes, il suffit comme les entreprises allemandes de favoriser la croissance à l'extérieur pour être moins vulnérables aux aléas de la consommation intérieure. Ainsi l'Allemagne a ravi aux États-Unis la palme du premier exportateur mondial en 2004. Certes l'économie allemande s'est contractée de 0,2 %, les salaires corrigés de l'inflation ont baissé de 1,5 % l'an der-

nier et le chômage touche un nombre record : 5,2 millions au total mais des entreprises comme Siemens, la Deutscher Bank, ont des liquidités en masse croissantes, leurs actionnaires touchent des dividendes de plus en plus coquets. Elles ont misé sur l'étranger.

Même topo pour Carrefour, numéro 2 mondial de la distribution. 1,4 milliard d'euros de bénéfices pour 2004, distribués à ses actionnaires des divi-

dendes de 27 %, mais ses salariés ont reçu des « augmentations » plus basses que l'inflation. Près de la moitié des hypermarchés que prévoit d'implanter Carrefour le seront en Chine. De quoi effectivement offrir un complément de retraite de 29 millions d'euros et une indemnité de 9,8 millions d'euros à son Pdg qui a développé cette intéressante stratégie : se passer sur le sol national du consommateur salarié, aller le

chercher ailleurs et s'émanciper donc de la nécessité de le payer correctement quitte à asphyxier l'économie et faire baisser le niveau de vie...

Les pays de l'Est dans un tel contexte jouent pour un temps le même rôle que le Mexique de l'Alena a joué pour les États-Unis, mais la logique voudrait qu'ils subissent à leur tour le même effet que le Mexique. Aujourd'hui les entreprises états-uniennes quittent le Mexique pour aller s'installer sur le marché asiatique et Carrefour qui prévoit d'installer de nouveaux hypermarchés en Chine, ferme les siens au Mexique.

## Une nouvelle structure de la consommation

Le second phénomène marquant est la montée du coût de la vie en Europe. Les prix mondiaux sont en plein chaos et l'arrivée sur les marchés européens de produits industriels de moindre coût (hier le Japon aujourd'hui la Chine) masque l'augmentation de tous les prix et services non soumis à la concurrence asiatique, en particulier lors du passage à l'euro. Ceux qui en font les frais sont les salariés qui ne peuvent pas négocier leurs salaires, en particulier ceux des services publics. La France est dans cette spirale, mais le pays le plus touché est l'Italie...

Résultat on tend vers une structure de la consommation propre aux pays du Tiers Monde avec un dualisme marqué de la consommation, une partie de la population jouit du luxe, maisons, grosses voitures, tourisme, bons restaurants... L'autre partie s'enfoncé dans la précarité... Et sert la première... Pour le moment la grande différence réside encore dans la taille de la population susceptible de se sentir protégée à la fois de la concurrence et du coût de la vie, donc de bénéficier de fait de la précarité accrue des autres. Mais déjà les salariés diplômés de la fonction publique vivent des phénomènes que d'autres diplômés ne connaissent pas. La rupture entre Paris et la province, entre les élites politiques, médiatiques, a aussi cette dimension de l'écart croissant entre ceux qui bénéficient de la mondialisation concurrentielle et ceux qui en sont les victimes. L'atlantisme des uns et la protestation censurée des autres a aussi cette dimension, cette base matérielle.

Danielle Bleitrach

1 - Cet article est largement emprunté à l'ouvrage collectif de Danielle Bleitrach, Viktor Dedaj et Maxime Vivas : De MAL Empire. Aden éditeur. Septembre 2005.

1905, la Sfiio

# Transformation de la société capitaliste en une société collectiviste

La création en 1905 de la Sfiio, ancêtre du Parti socialiste et du Parti communiste français, n'est pas seulement l'œuvre de Jaurès.

Guesde, mais aussi toute une histoire singulière du socialisme français aboutissent à ce grand moment de l'histoire du mouvement ouvrier en France.



Document DR

Si l'on peut contester l'attitude du Guesde de l'Union sacrée, l'on ne saurait aujourd'hui, avec la sérénité que procure le recul, ne pas accorder toute son importance – et elle fut grande alors – au Guesde marxiste qui devint le premier fédérateur, en 1879 à Marseille, lors du fameux « immortel congrès ». Jules Guesde qui, comme d'autres, a pu se tromper, manquer parfois d'une nécessaire souplesse, est maintenant victime de bien des injustices et si des historiens avisés comme Claude Willard ont su dire ce qu'il fut, d'autres continuent de restreindre sa place, soit qu'une certaine pensée de droite les anime plus ou moins ouvertement, plus ou moins hypocritement, soit qu'un zèle jaurésien trop marqué les incite à souligner les valeurs de l'idéalisme contre celles du matérialisme.

## Le socialisme n'est pas né en 1905

Au demeurant, cet échange ne manque pas d'intérêt et l'on peut en trouver plus d'une preuve dans l'ouvrage publié par Le Temps des Cerises sous le titre *Le Grand débat*. Mais faut-il s'en tenir là ? Certes, la voie philosophique est belle, souvent fort édifiante, mais (ne nous leurrions pas au nom de sollicitations intellectuelles) souvent étroite aussi et peu conforme, en ses inévitables complexités, à des orientations militantes qui, sans aller jusqu'à l'activisme, ne peuvent être efficaces que dans une définition tangible – voire simplifiée, pourquoi pas ? – de l'action.

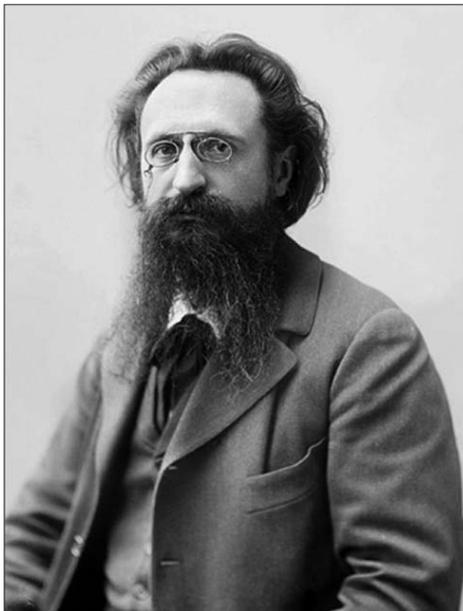
Ce n'est pas nouveau, et quel que soit l'attrait symbolique de certains anniversaires, il ne faudrait pas aller jusqu'à s'imaginer que le socialisme est né en 1905.

Déjà, Gracchus Babeuf et les siens s'interrogeaient sans trop de ménagement sur des contradictions fortes et que nous rencontrons encore aujourd'hui. Ce que l'on pourrait appeler la patience réformiste guidait le raisonnement d'Antonelle, homme cultivé dont la sincérité ne fait aucun doute. Antonelle avait renié dès 1789 son titre de marquis puis rallié quelques années plus tard la Conjuración des Égaux tandis que, face à lui se dressaient Augustin Darthé (qui sera guillotiné en même temps que Babeuf) et Sylvain Maréchal, l'auteur du *Manifeste des Égaux*. Pour ces révolutionnaires implacables, il ne pouvait s'agir d'avancer « pas à pas » selon le conseil d'Antonelle. Au contraire, la seule issue concevable tenait dans tout le renversement de l'ordre établi et il est intéressant de noter que le plus matérialiste de ces rudes conjurés fut un poète. En effet, Sylvain Maréchal se prononçait pour un pouvoir révolutionnaire dictatorial, sous réserve que l'insurrection en fût le fondement essentiel. C'est ainsi que certaines de ses positions, certains de ses termes apparaissent de nos jours comme une stupéfiante préfiguration de la dictature du prolétariat.

Rien ne surgit de rien. Ces idées-là refirent surface en 1848 lorsque le peuple entier, bourgeois, étudiants, ouvriers, ayant écrasé le vieil appareil monarchique, se réappropria, sous des formes diverses il est vrai, l'idéologie démocratique et la revendication sociale. Ce fut justement là que se produisit, après l'unité de février, la rupture de juin. Cette dernière, on le sait, fut sanglante : de nombreux ouvriers à qui l'on avait retiré les ateliers nationaux, que l'on invitait à s'engager dans l'armée ou à chercher du travail loin de leurs familles étant – cela allait devenir une habitude – victimes d'un véritable massacre. La bourgeoisie ne manque jamais sa cible : on peut se révolter avec elle, dans son intérêt, non point contre elle.

## 1905, c'est une suite

Cependant, la gauche d'alors était déjà divisée, et il n'est pas utile de souligner la différence fondamentale entre la prudence d'un Louis Blanc



Jules Guesdes (Photo DR)

(héritier d'Antonelle) et la vigueur d'un Blanqui (continuateur de Babeuf). Les Saint-Simoniens ? Apeuré, Louis-Philippe avait fermé le « monastère » de Ménilmontant où l'on étudiait l'avenir du socialisme, l'apport, direct ou indirect, des masses travailleuses et où l'on chantait des hymnes célébrant l'abolition de la propriété privée. Finalement, les adeptes de cette doctrine sans complaisance devinrent sous Napoléon III : Prosper Enfantin, directeur de compa-

gnies de chemins de fer, Armand Bazar, industriel et les frères Pereire, banquiers. La récente campagne du référendum l'aura une fois de plus, et scandaleusement démontré : le capitalisme a toujours su puiser dans le vivier du socialisme. C'est fort désagréable à constater, n'est-ce pas ? Oui, mais comment faire ?

Les exemples sont trop nombreux et nous n'allons certainement pas établir ici une relation historique. Ce serait peut-être fastidieux, même s'il est assez évident que certaines références ne sauraient être négligées. L'histoire, certes, ne dit pas tout, mais sans elle nous ne saurions rien. Non, 1905 n'est pas un commencement, c'est une suite. De quoi ? Nous l'avons déjà esquissé, mais aussi, naturellement, de la Commune durant laquelle les mêmes affrontements politiques se

produisirent. Des écrits comme ceux de Louise Michel, de Jean-Baptiste Clément, de Lissagaray en témoignent assez. Comme ils témoignent, aussi, tragiquement, d'une impossible rencontre. L'officier de carrière Rossel et l'ouvrier internationaliste Varlin moururent tout autant d'une fraternité difficile que des démesures d'un combat sublime.

C'est de tout cela que Jules Guesde est conscient lorsqu'il organise ce rassemblement des formations socialistes dispersées. La réussite est incontestable, et malgré cela, plus tard, Benoît Malon et Paul Brousse se retireront pour constituer un parti « raisonnable », opposé aux guesdistes et aux blanquistes. Il y aura d'autres initiatives et, jusqu'en 1905 précisément, les choses iront cahin-caha. Jean Allemane, communiste très représentatif comme Brousse et Malon, fondera le Parti socialiste ouvrier révolutionnaire, en réalité peu éloigné de celui de Guesde.

Nous avons récemment évoqué ici, dans un long article, l'admirable figure de Jean Jaurès. Nous n'en sommes que plus à l'aise pour rappeler ce qu'il n'eût point démenti lui-même : à savoir que la réunification de 1905 ne saurait être considérée comme son œuvre exclusive, ainsi qu'on tend à le faire croire ici et là. Avant tout, elle découle du congrès de l'Internationale de 1904 et se construit sur la motion finale (approuvée par Guesde et Jaurès réconciliés) et qui prône « la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste ».

La section française de l'Internationale ouvrière (Parti socialiste SFIO) se présente donc aux adhérents sur ces bases. Depuis...

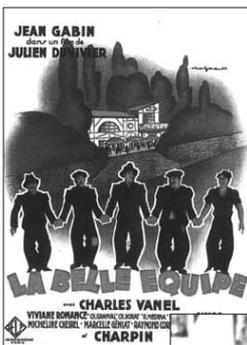
Roger Bordier

Travaux, on sait quand ça commence...

# La linda equipa

## 2005

Le film *Travaux* de Brigitte Roïan vient de sortir sur les écrans. René Ballet le rapproche du fameux film de Duvivier sorti en 1936 *La Belle équipe*. La réalisatrice qui a fait partie du collectif des Sans-Papiers, dédie son film « *À tous ceux qui ont traversé les mers pour nous enrichir* ».



des mois, des années peut-être, ils l'ont connu dans leurs « planques ». Ils y ont appris à parler bas ou, mieux, à se taire, à « s'écraser » pour ne pas se faire repérer, c'est-à-dire expulser. Le travail en commun les fait se redresser comme une plante passant de

Métamorphose de Chantal aussi. Certes cette « privilégiée » se bat pour les sans-papiers. Au tribunal et même dans la rue. Un flash la montre en train de manifester. Mais ce n'est qu'un court intermède dans sa vie, un flash. Il lui est arrivé de

Brigitte Roïan, la réalisatrice, prend le parti du burlesque. C'est un désastre à la Marx Brothers. L'électricité saute; on vit à la bougie. Les ouvriers occupant jour et nuit tout l'appartement, Chantal couche sur un matelas posé sur des gravats, séparée de la tribu par une feuille de plastique. Loin de la déprimer, les difficultés lui « donnent des ailes ». Littéralement. Des flashes la montrent plaidant au tribunal, neutralisant, ensorcelant le juge par une danse martiale en apesanteur.

La linda equipa remonte tout Métamorphose du chantier enfin. L'architecte colombien ne se bornera pas à bricoler un escalier de service. Ce chantier doit être l'œuvre de sa vie. Il abat les murs et les plafonds, transformant l'immeuble haussmannien en un décor à la Piscator. L'escalier initial devient une spirale s'enroulant autour d'un cône incliné évoquant le monument à la III<sup>e</sup> Internationale projeté par Tatline... et puis tout s'écroule (comme la III<sup>e</sup> Internationale). C'était déjà par un désastre que se terminait *La Belle équipe* de Julien Duvivier :

« La belle équipe veut créer dans la banlieue de Paris un Eden mutualiste, une île d'Utopie baignée par la Marne. Mais cinq ne peuvent réaliser un petit monde meilleur. Le bonheur

est l'affaire du monde entier, des millions d'hommes... l'entreprise s'écroule, brisée par un monde hostile. » (Georges Sadoul dans *Commune*, novembre 1936). À la fin, désespéré, « Jeannot » (Jean Gabin) répète : « *C'était une belle idée... trop belle bien sûr pour réussir* ». Ce film (sinon noir, du moins noirci) sort en septembre 1936, au retour des premiers congés payés. Devant son demi-échec commercial, le producteur impose une nouvelle fin optimiste. Bel exemple de l'influence du climat politique sur la production cinématographique. Dans un climat moins euphorique que celui du Front populaire, Brigitte Roïan tourne une seule fin. Optimiste : alors que tout semblait perdu, la linda equipa remonte tout.

En 1935, l'année avant *La Belle équipe*, Julien Duvivier avait dédié son film *La Bandera* « au colonel Franco ainsi qu'aux soldats de la Bandera du Rif (les Maures) ». Brigitte Roïan, qui a fait partie du collectif des Sans-Papiers, dédie son film « *À tous ceux qui ont traversé les mers pour nous enrichir* ».

René Ballet

Envié Maître Chantal Letellier ! Jeune et belle (Carole Bouquet), barreau de Paris, bons-revenus-belles-causes-beau-quartier, mari (ex), enfants (une paire), amants (au choix). Cela commence comme une comédie américaine du New Deal. Une petite imperfection : ce serait plus pratique (pour elle ? pour les enfants ? pour les amants ?) si un escalier interne reliait le living à la chambre de bonne. Elle décide de le faire aménager. Imprudente Maître Letellier ! Des travaux, on sait quand ça commence...

### Plus des Titis mais des Sans-papiers

La comédie mondaine devient l'épopée d'un interminable, impossible chantier. *Travaux* fait alors irrésistiblement penser à une autre histoire de chantier, *La Belle équipe* de Julien Duvivier, film-culte du Front populaire. Dans ce film tourné il y a soixante-dix ans, cinq chômeurs – c'était déjà une période de chômage – gagnent à la loterie. Ils étaient groupés dans l'épreuve, ils le resteront dans la chance. Au lieu de se partager l'argent, ils achètent une petite maison au bord de la Marne et retroussent les manches pour la transformer en guinguette. Surmontant leur fatigue en rêvant de fritures, de canots, d'accordéons.

Mais le capitalisme s'est perfectionné depuis la « grande crise » des années trente. Il pratique aujourd'hui la mondialisation... du chômage. Le chef de chantier sera un architecte colombien clandestin dont Maître Letellier vient d'obtenir la régularisation. Les ouvriers ne sont plus des « titis » parisiens mais des sans-papiers en majorité sud-américains. Ce n'est plus la Belle équipe, c'est la Linda equipa. Si ce chantier hétéroclite se transforme en cataclysme, c'est aussi le lieu d'une triple métamorphose. Celle de ces ouvriers « au noir » d'abord. Le noir, ils ont peine à s'en sortir. Pendant



Carole Bouquet dans le film *Travaux* (Photos DR)

l'ombre à la lumière. Ils retrouvent une identité, une personnalité. Ils redécouvrent la parole haute et le rire. L'avocate, après avoir été « Maître » puis « patronne » puis « Chantal », finit par être invitée dans son propre appartement.

côtoyer des clandestins grouillant comme des rats dans une cave. Elle a partagé leurs soucis, il lui reste à partager leur vie. À passer des contacts à la cohabitation, du confort au chaos, dans un foisonnement de langues et de corps de métiers.

LES MOTS PAR L'ŒIL

### Insupportable

Quand Chirac a atterri à Singapour pour apporter son soutien à la candidature de Paris comme organisateur des JO, il a déclaré, avec l'air décidé du « gagnant » : « *Je suis ici pour supporter une candidature* ». Le mot n'a fait sursauter. Jusqu'à maintenant, en français, on « soutenait » une candidature. Supporter à un sens un peu différent. Tout d'abord celui de porter quelque chose qui menace sinon de s'effondrer. (Ainsi, le pilier supporte la voûte). Plus généralement, supporter signifie « tolérer », et pratiquement « endurer ». On supporte la chaleur ou le froid. Et si on supporte un candidat, c'est qu'on n'est pas très loin de le trouver insupportable. (Peut-être est-ce l'inconscient de Chirac qui a parlé et souhaitait-il en fait soutenir la candidature de Delanoë comme la corde soutient le pendu ?...) Je sais bien que, dans le domaine sportif, l'habitude s'est prise de dire des « supporters » (qui ne sont pas

nécessairement des « souteneurs ») qu'ils « supportent » leur équipe ; mais c'est un anglicisme. Autant dire une victoire de l'anglais par abandon du français. Tout cela n'est pas très grave, me direz-vous. Il faut être « fair-play ». Le sport en tant que discipline portant au sommet la libre concurrence de tous contre tous est de toute façon une invention anglaise... Certes. En fait le mot « sport » vient du vieux français « desport », qui signifiait amusement, mais à l'heure des records obligés, du dopage et de l'exploitation à outrance du sport, il est vrai que celui n'a pas grand chose d'un amusement.

Pour revenir à Chirac, disons simplement que le président de la République, qui se définit parait-il comme le garant des institutions (alors qu'il n'a de cesse de mettre en pièce ce qui restait de républicain dans la constitution) ne peut en tout cas pas passer pour le garant de la langue. Une raison de plus de le trouver de moins en moins supportable.

Francis Combes

DE CÔTÉ...

Jolie Môme à l'assaut du ciel  
La compagnie Jolie Môme présentera son spectacle sur la Commune de Paris *Barricade* du



3 au 19 novembre 2005 à La Belle Étoile, La Plaine Saint-Denis (M<sup>e</sup> Porte de la Chapelle) du jeudi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Un spectacle de théâtre et de chansons qui retrace de manière superbe ce bel épisode de l'histoire sociale française.

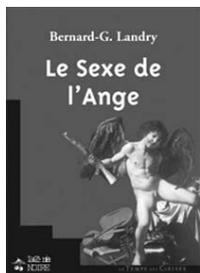
Rue Franck Zappa  
La Ville de Berlin envisage de rebaptiser une rue d'un de ses quartiers périphériques de l'est



Photo DR

rue Frank Zappa, en hommage à la rock star américaine décédée en 1993 et restée très célèbre dans l'ancien bloc communiste, selon le quotidien *Berliner Zeitung*. Les fils de la star devraient pour l'occasion venir à Berlin, dans le quartier de Marzahn. La musique de Frank Zappa, mort d'un cancer à 52 ans, est restée liée à la dissidence dans les années 70 et 80 dans les anciens pays communistes

Le sexe de l'ange  
Notra ami et collaborateur du *Manifeste* Bernard-G. Landry vient de sortir son premier roman policier.



*Le Sexe de l'ange* est paru au Temps des Cerises dans la collection La Cerise noire. Tous les ingrédients sont réunis pour un polar peu respectueux des lois du genre. Les lecteurs de Bernard G. Landry retrouveront dans ce nouveau livre la fantaisie débridée, la culture et le style de l'auteur de *L'île molle*, et de *Judas et Marie-Madeleine*.

Art...

# L'art asservi

À différentes époques, les révolutionnaires se sont posés la question de définir ce que devait être l'art populaire. Cela a souvent mener à la négation même de l'art. L'art est d'abord une façon de penser physique, capable de nous montrer le monde comme nous ne le voyons pas.

À la Galerie Tretiakov moderne, à Moscou, il y a une toile extraordinaire des Kukrynicks, datée de fin 1947-début 1948 : Hitler, hagar, entre dans son bunker où trois officiers allemands, ivres morts, sont écroulés sous des tableaux volés. C'est une peinture de la grande époque stalinienne, dont la facture ressemble à s'y méprendre à celle de la peinture de salon d'avant la révolution, dans la catégorie des scènes historiques où s'illustrèrent Vereshchagin, Vasnetsov, Kuznetsov..., excellents peintres académiques.

## Illustrer les valeurs soviétiques

Nulle part ailleurs qu'à la Tretiakov moderne ne se mesure aussi clairement le mariage raté entre l'art et la révolution. La visite commence par l'avant-garde des années 10 : Tatlin, Malevitch, Kandinsky, Popova, Voïnov, Larionov, Gontcharova, Filonov, le jeune Chagall... On va de splendeur en splendeur, c'est une explosion d'invention, d'audace, de choses jamais vues. Beaucoup de ces artistes ont fui la révolution bolchevique, mais beaucoup aussi se sont mis à son service avec enthousiasme : l'ambition des avant-gardes historiques était de changer la vie par le moyen de l'art, et 1917 fut le moment par excellence, en Europe, où l'avant-garde artistique put coïncider avec l'avant-garde politique. Dès 1920, les artistes de salon d'avant la révolution s'organisent en « Union des artistes soviétiques ». Dès 1922, leur mouvement prend le dessus. Il faut encore dix ans pour que leur doctrine devienne celle de l'art officiel et anéantisse l'avant-garde : l'art doit être compréhensible par tous et convenir au peuple. Autrement dit, comme il avait servi à illustrer les valeurs de l'ancien régime, l'art doit servir désormais à illustrer les valeurs soviétiques. C'est le temps de la pénitence pour les Rodchenko, du suicide pour Maïakovski. D'autres s'adaptent : Petrov Vodkin, une figure de l'avant-garde, retourne sa veste, épouse la doctrine du réalisme socialiste et devient « le Raphaël du

peuple » ; Kravenko, dans une sorte de retour du refoulé (ou de sa plus perverse négation), pratique un modernisme sans enjeu ; ou Robert Falk,

notre époque ou se réfugie-t-il dans les hautes sphères spéculatives ? - on rapprochera légitimement cette question de la doctrine ci-dessus. Roger

2005 au Centre Pompidou, on lit ceci : « Dionysiac propose un état d'esprit (...), désigne un rapport spécifique de l'art à la vie, un oui contre la résignation, qui passe autant par la colère et le plaisir de la destruction que par l'exaltation du flux (sic)... Dans un monde où se côtoient subversion et cynisme demeure l'amour ou le partage de chairs (resic) », etc. *Dionysiac* est une exposition représentative de la mode actuelle. L'art du salon, aujourd'hui, est politiquement correct, sentimental et divertissant : ici encore, la question de l'art est mise de côté au profit de la traduction ou de l'illustration de questions qui lui sont extérieures (et souvent pauvrement formulées), philosophiques, sociologiques, politiques, etc. C'est exactement la structure du réalisme socialiste. C'est aussi celle d'un art « de gauche » bien-pensant et volontiers figuratif. Peindre des drapeaux rouges, des héros révolution-



Laktionov-LeNouvelAppartement (Into a new flat - 1952-Donetsk Art Museum)

terne artisan, dont la carrière sans conflits va de 1910 à 1950 - on voit clairement, avec lui, comment l'innovation la plus radicale s'accompagne de son propre académisme. Plus tard, les radieuses kolkhoziennes de Tatiana Yoblonskaïa dans « La récolte », une peinture de 1949, pourraient figurer dans un salon de l'époque des Tsars. Plus tard encore, l'art officiel prend des allures de kitsch. Au service de la révolution, l'art d'avant-garde a tourné en imagerie propagandiste.

## Découvrir les règles de ce que sera la peinture

Le malentendu est persistant. En février 1962, *Clarté*, mensuel des étudiants communistes français, engage le procès de Pierre Soulages, peintre abstrait, et demande entre autres : « Participe-t-il à

Vailland répond que ce n'est pas « en demandant aux peintres de "représenter" des manifestations de rue, des ouvriers au travail et des fellagha au combat » que « la peinture deviendra un art populaire », mais par l'éducation et la pratique amateur, qui n'est pas l'affaire des peintres professionnels. Il ajoute : « Si le peintre désire intervenir dans les manifestations de rues, il doit défilier avec les autres. Comme c'est un champion, une "personnalité représentative", on lui réservera une belle place et c'est en se tenant bien droit, à cette belle place, qu'il sera utile à la manifestation. Non en faisant de la mauvaise peinture. » Il conclut : « Soulages est parmi ceux qui s'efforcent, en tâtonnant, de découvrir les règles de ce que sera la peinture. Aujourd'hui donc, Soulages est le seul à pouvoir être son juge. » Plus près de nous, dans la brochure de présentation de *Dionysiac*, une exposition de

naires ou des tanks américains en Irak relève d'une idée simpliste de l'art, de l'histoire et du peuple. La tâche de l'artiste, ce n'est ni de faire de la propagande, ni de faire de l'art « populaire », c'est de faire de l'art. L'art est une façon de penser physique, non littéraire, hors du commentaire ou de la traduction. Il est capable, avec les moyens qui lui sont propres, de nous montrer le monde comme nous ne le voyons pas : sans même qu'il soit besoin d'en connaître le sujet ou le contexte, le chaos du *Guernica* de Picasso, la matière torturée des *Otages* de Fautrier, expriment plus fortement, plus universellement, l'horreur de la guerre que n'importe quelle représentation.

Marie-Noël Rio

# Le Manifeste Journal



**VOUS  
VOULEZ  
RÉAGIR**

**sur  
Le Manifeste**

**ou  
l'un de ses articles,  
écrivez-nous :  
Le Manifeste  
21, rue de Navarin  
75009 Paris**

**ou  
le-manifeste@noos.fr**

## Il ont écrit !

**Festival D'Avignon  
2005  
Sous les signes de la loi  
du fric, des détournements  
de fonds publics,  
et de la médiocrité  
artistique**

La question est une nouvelle fois posée « *Ou va ce festival de théâtre* » ? « *Que reste-t-il des orientations de sa création par J Vilar pour un festival de qualité accessible au plus grand nombre* » ?

La qualité est-elle au rendez-vous dans le « IN » avec les créations hasardeuses et médiocres de cette dernière édition, huées par des centaines de personnes ? Nous ne pouvons que constater l'appauvrissement de cette qualité culturelle sacrifiée au soit disant « modernisme » en oubliant les innombrables classiques de notre patrimoine.

L'accès au plus grand nombre est-il possible ? Évidemment non, il y a bien longtemps que cela n'est plus possible, les prix des places étant dissuasifs pour les petits alors que des centaines de places sont réservées gratuitement à des représentants de la haute société (notables de la ville, du département, de la région, de l'état ou de l'industrie) Il est immoral d'assister au défilé de ces notables sortant des agapes offertes avec l'argent public, se dirigeant vers le lieu de spectacle gratuit pour eux.

Il semble donc que la nouvelle équipe dirigeante ne soit pas à la hauteur des enjeux de ce festival « IN ». Souhaitons que le cru 2006 soit meilleur sous tous ces aspects. Le festival « OFF » souffre surtout de la marchandisation de la culture. En effet les centaines de compagnies qui présentent leurs spectacles sont

confrontées aux contraintes économiques, (locations des salles et des logements). Trop de ces petites compagnies repartent vers leurs régions les poches vides.

Une autre dérive est à signaler, lorsque les compagnies sont aidées par des subventions, ces aides vont nourrir les marchands de sommeil et marchands de salles de spectacles qui dans de nombreux cas appartiennent à l'épiscopat par le biais des sites de l'enseignement privé.

*Le système dilapide donc l'argent public au profit des intérêts privés et cléricaux.*

Les conditions d'accueil des « clients festivaliers » sont de plus en plus précaires, vu le rythme des multiplications des salles de spectacles installées dans des lieux destinés le reste de l'année à des besoins tels des garages auto ou dans des constructions vétustes. Dans tous ces lieux occasionnels les règles de sécurité sont allégrement détournées. Par ailleurs l'accès aux personnes à mobilité réduite est alors quasi inexistant et contraire aux règles d'évacuation d'urgence.

Nous demandons donc que soit organisé ou réorganisé le festival « off et in » vers des objectifs tels que les conditions d'accès à la culture soient possibles au plus grand nombre par une politique de prix adaptée. (l'Anpe, les Assedic, la Caf, la municipalité, le conseil général, par exemple, pourraient participer à cet effort)

Que soient respectés, la sécurité des lieux de spectacles et leurs possibles accès aux handicapés moteurs et personnes à mobilité réduite.

Nous exigeons que le « in » revoie ses programmations dans le but de laisser une place importante à notre patrimoine culturel passé.

Nous exigeons que soit contrôlé le flux de l'argent public pour éviter les dérives pouvant devenir mafieuses

*Michel M., Avignon*

## Secours Populaire 60 ans et 60 000 enfants

Dans la semaine du 22 au 28 août 2005, le Secours Populaire Français a reçu 140 enfants originaires de la Côte d'Ivoire, de Madagascar, d'Arménie, de Thaïlande, etc.

Pendant cette semaine, ces enfants ont visité Paris et sa région. Ils ont participé le 24 août à la Journée des Oubliés des Vacances, au Stade de France, en compagnie de 1 500 jeunes parisiens et de 60 000 jeunes venus de toutes les régions de France. Ils ont eu l'opportunité inédite de participer à des sorties culturelles ou sportives le matin et d'applaudir le grand spectacle interactif « Soleils du Monde » l'après-midi.

Le vendredi 26 août 2005, le Ce Snpc a organisé la journée multi-activités « Bienvenue aux Enfants du Monde »

*Texte et photo  
Dominique S., Paris*



## Le Manifeste recherche :

Des photos libres de droits (tous sujets - et surtout sur les pays (vous avez bien des photos prises en vacances à Cuba, à Launat, en Corse, en Chine, en Bretagne, sur Mars...)).

Des jeunes créateurs ayant une démarche dont leur art est en lien direct avec une pensée communiste pour effectuer des reportages.

Retrouvez **Le Manifeste** sur internet  
<http://le.manifeste.free.fr>

- **Abonnement pour 11 numéros : 20 €**
- **Abonnement - Souscription : 50 €**

**Le Manifeste,**

journal communiste

Numéro de commission paritaire : 0309 P 11455

Tirage à 3000 exemplaires

21, rue de Navarin 75009 Paris - Tél./Fax : 01 48 11 63 53

Courriel : le-manifeste@noos.fr

Fondateurs : Francis Combes, André Gerin, Freddy Huck

Directeur de publication : Joseph D'Angelo

Gérante et secrétaire de rédaction : Caroline Andréani

Rédactrice en chef : Patricia Latour

Maquette et conception artistique : Patrice Morel

Dessinateur : Frédo Coyère

Imprimé par les Nouvelles Imprimeries Havaux, 37 c. rue A. LeVègue, 1400 Nivelles (Belgique)



Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

..... Tél. : .....

Courriel : ..... Je verse : ..... €

Abonnement à 20 E

Souscripteur à 50 E

Correspondant

Dépôt : ..... exemplaires



Chèques à adresser, à l'ordre du **Manifeste**  
21, rue de Navarin 75009 Paris